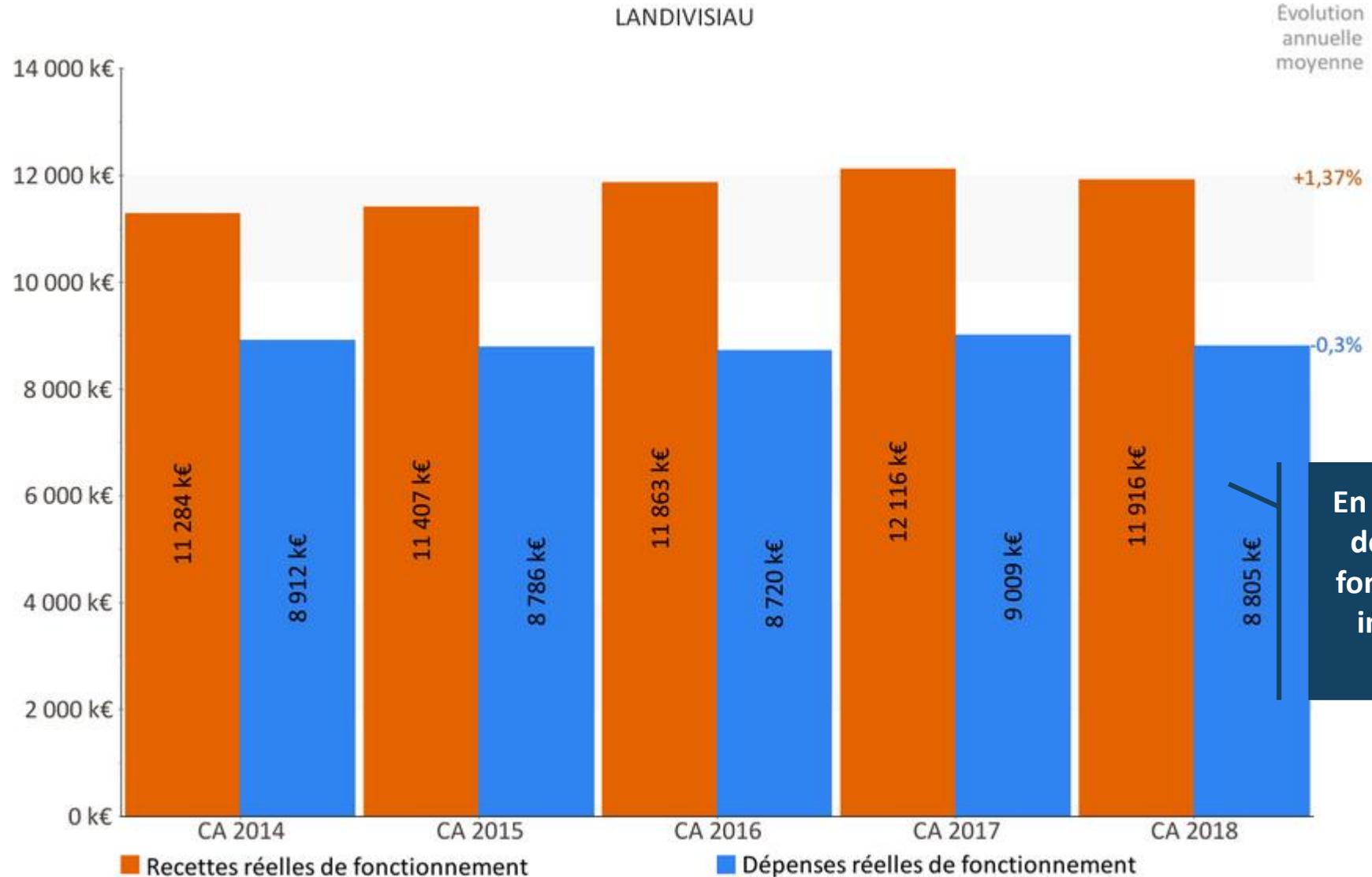


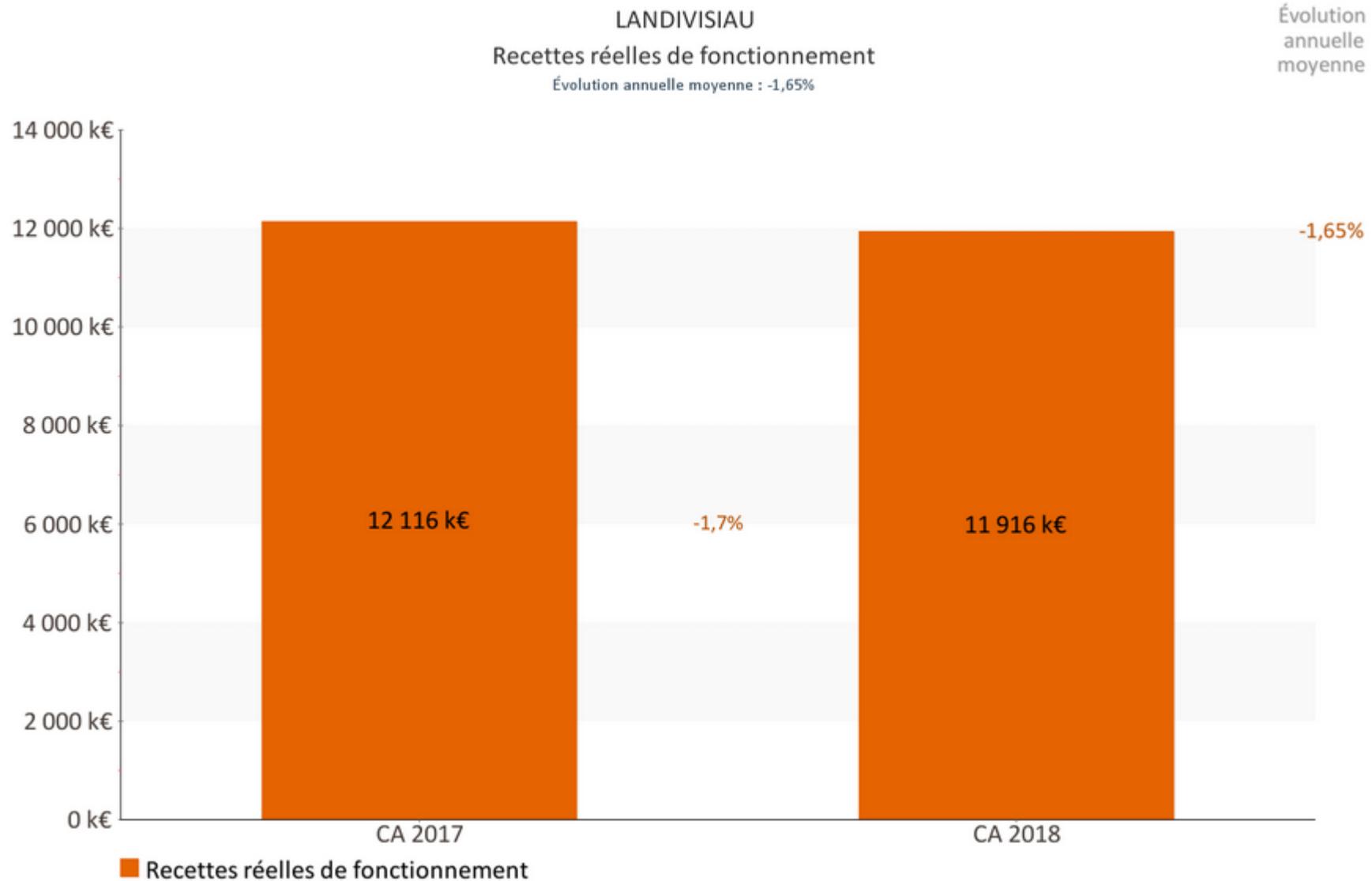
VILLE DE LANDIVISIAU
BUDGET GENERAL

COMPTE ADMINISTRATIF 2018
RECETTES DE FONCTIONNEMENT

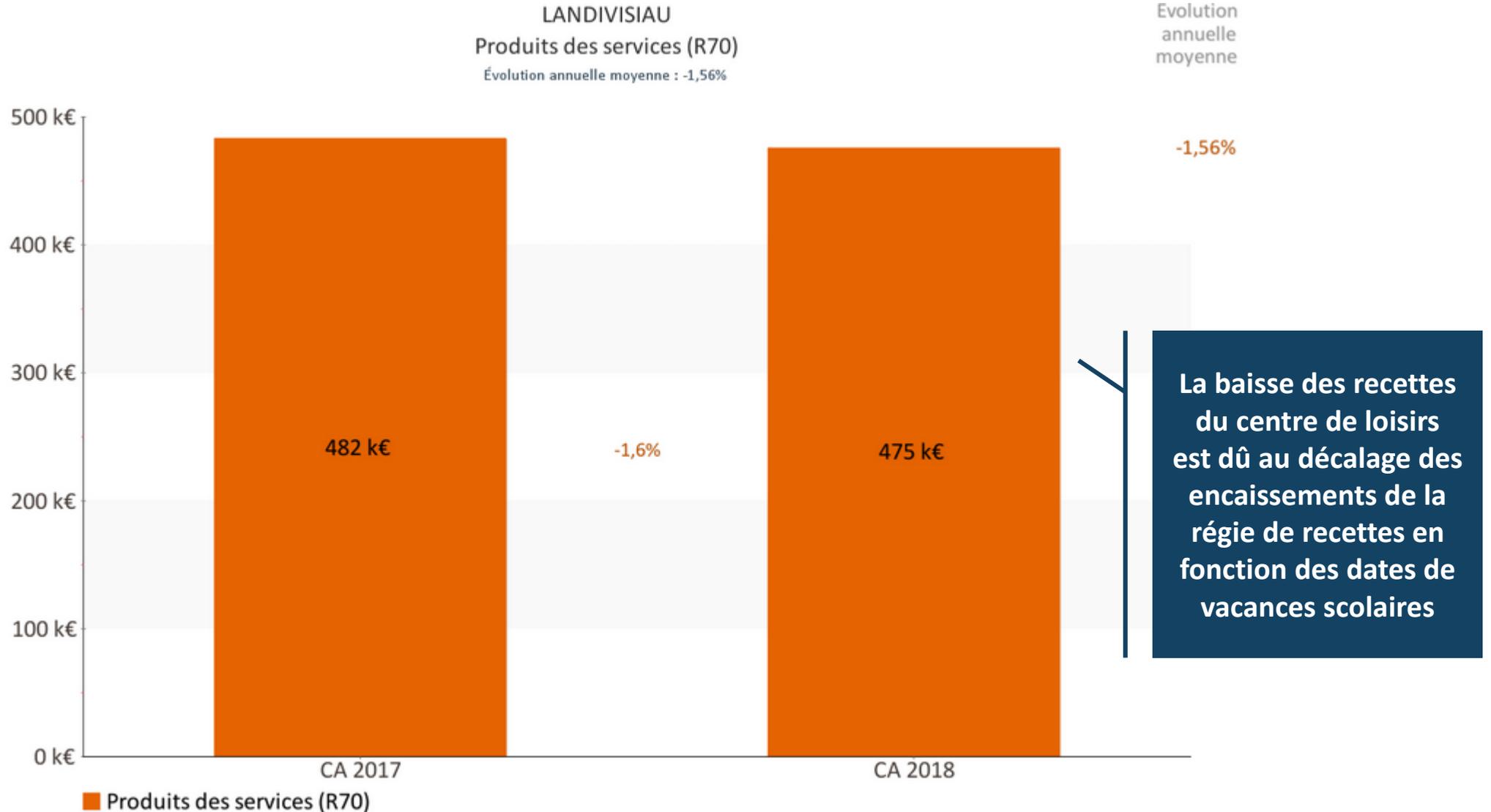
Entre 2014 et 2018, la progression moyenne annuelle des recettes réelles de fonctionnement s'établit à + 1,4 % et celle des dépenses réelles de fonctionnement à - 0,3 %



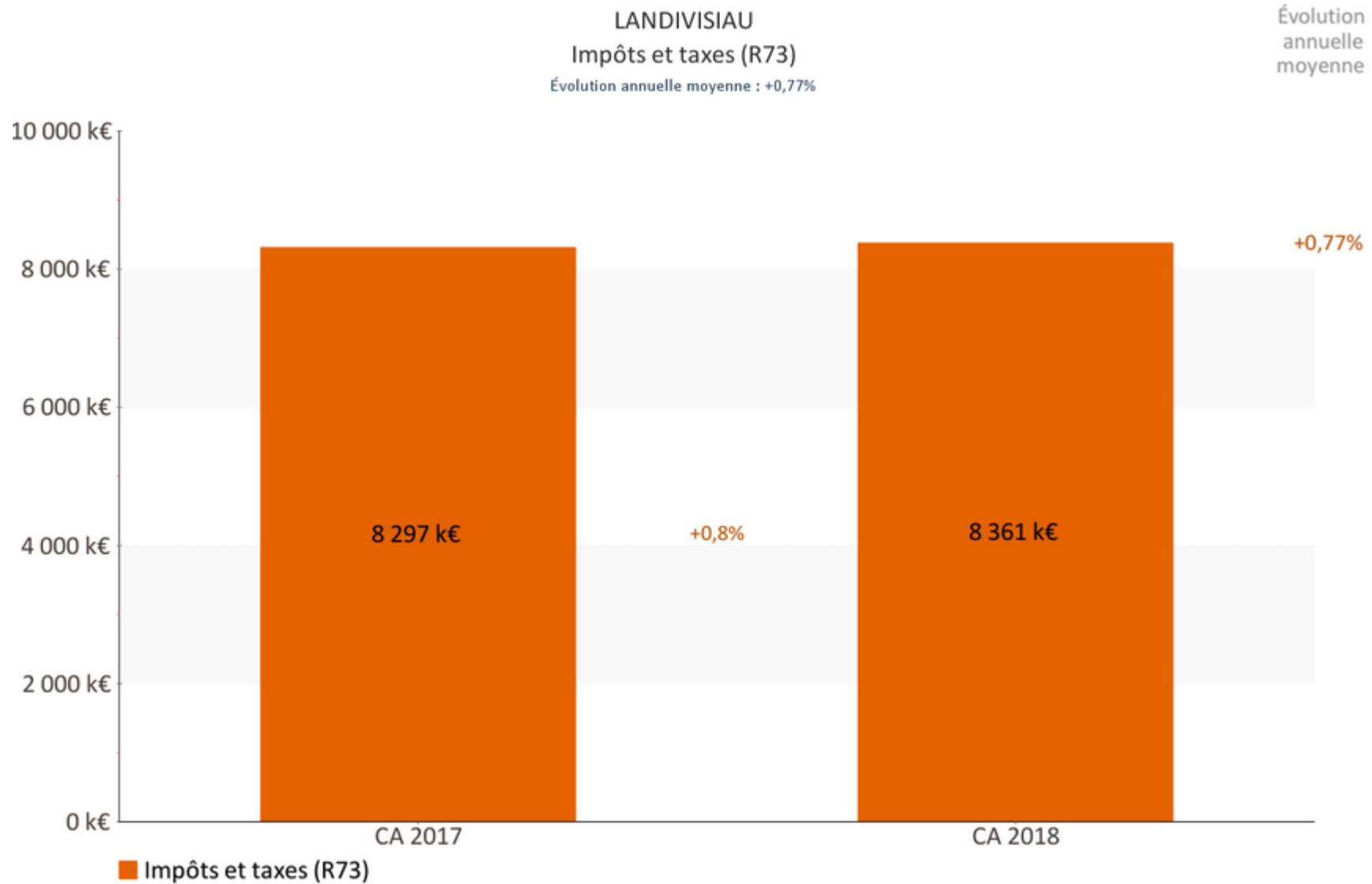
En 2018, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 11 916 K€ en baisse de - 200 K€ / 2017 soit - 1,7%



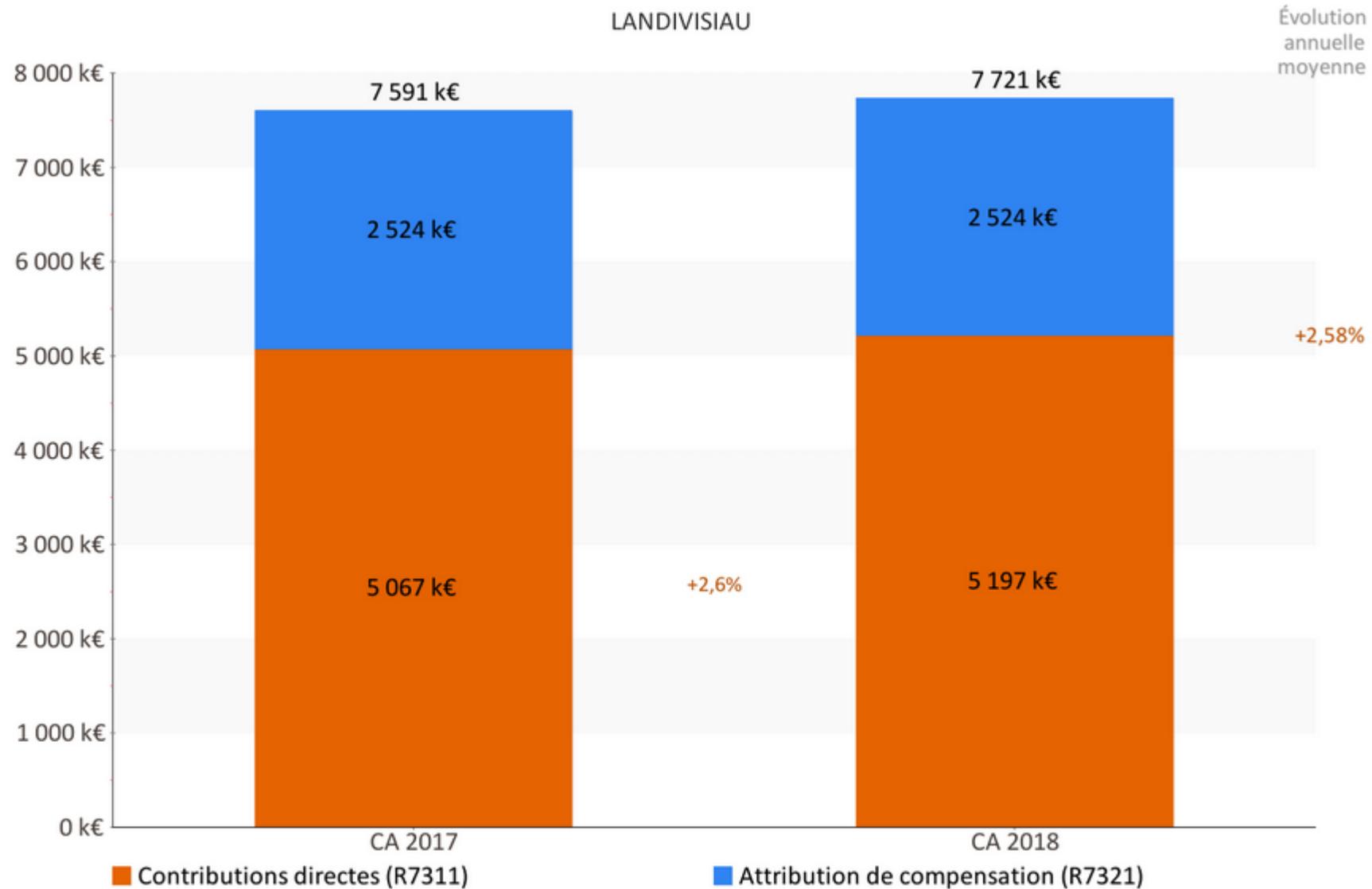
Les produits des services sont portés à 475 K€ en baisse de – 1,6 % / 2017 : restauration scolaire + 5 K€, halte garderie – 4 K€, centre de loisirs – 12 K€, concession funéraire – 6 K€



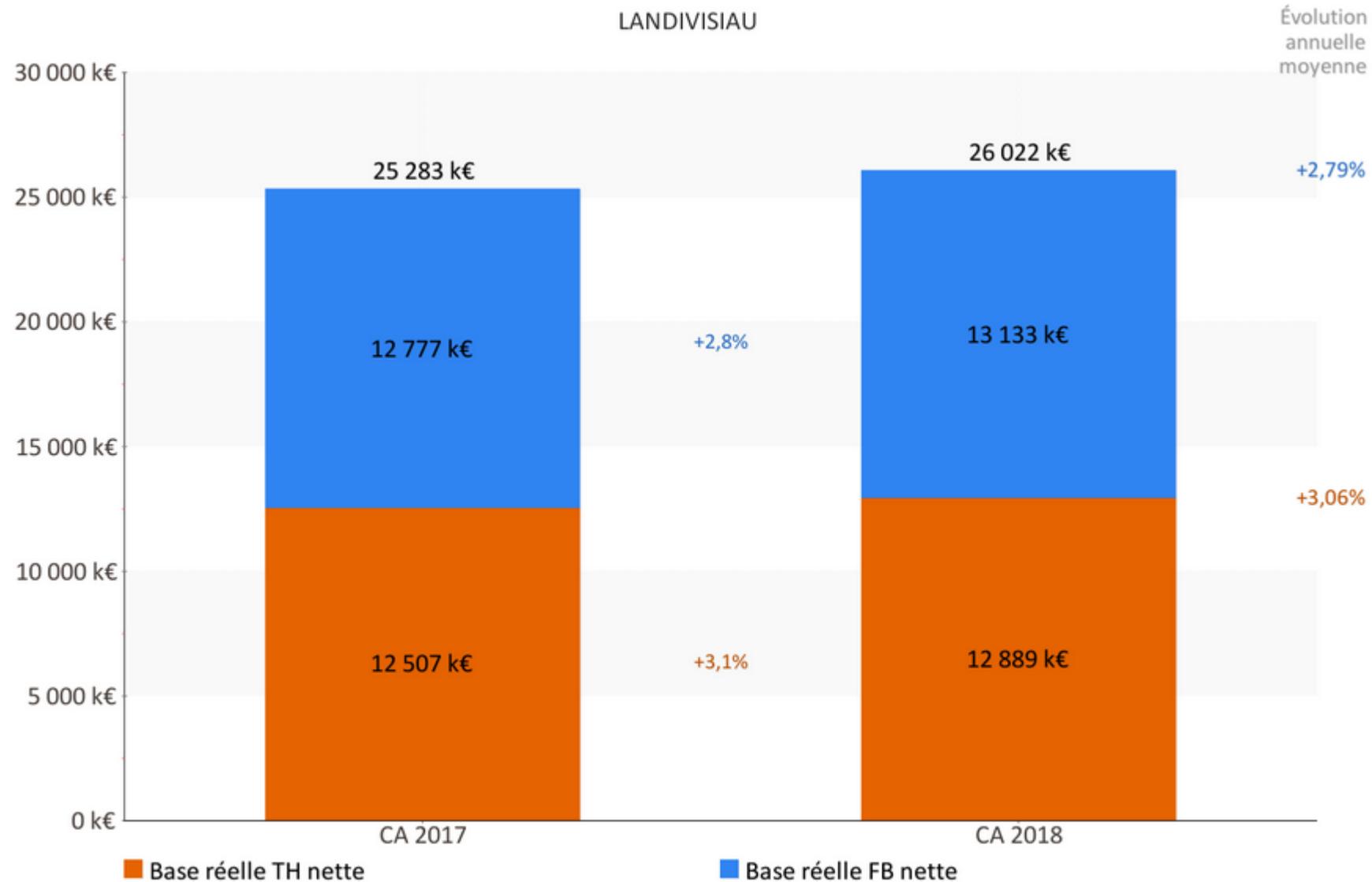
En 2018, les produits des contributions directes progressent de + 0,8 % pour s'établir à 8 361 K€



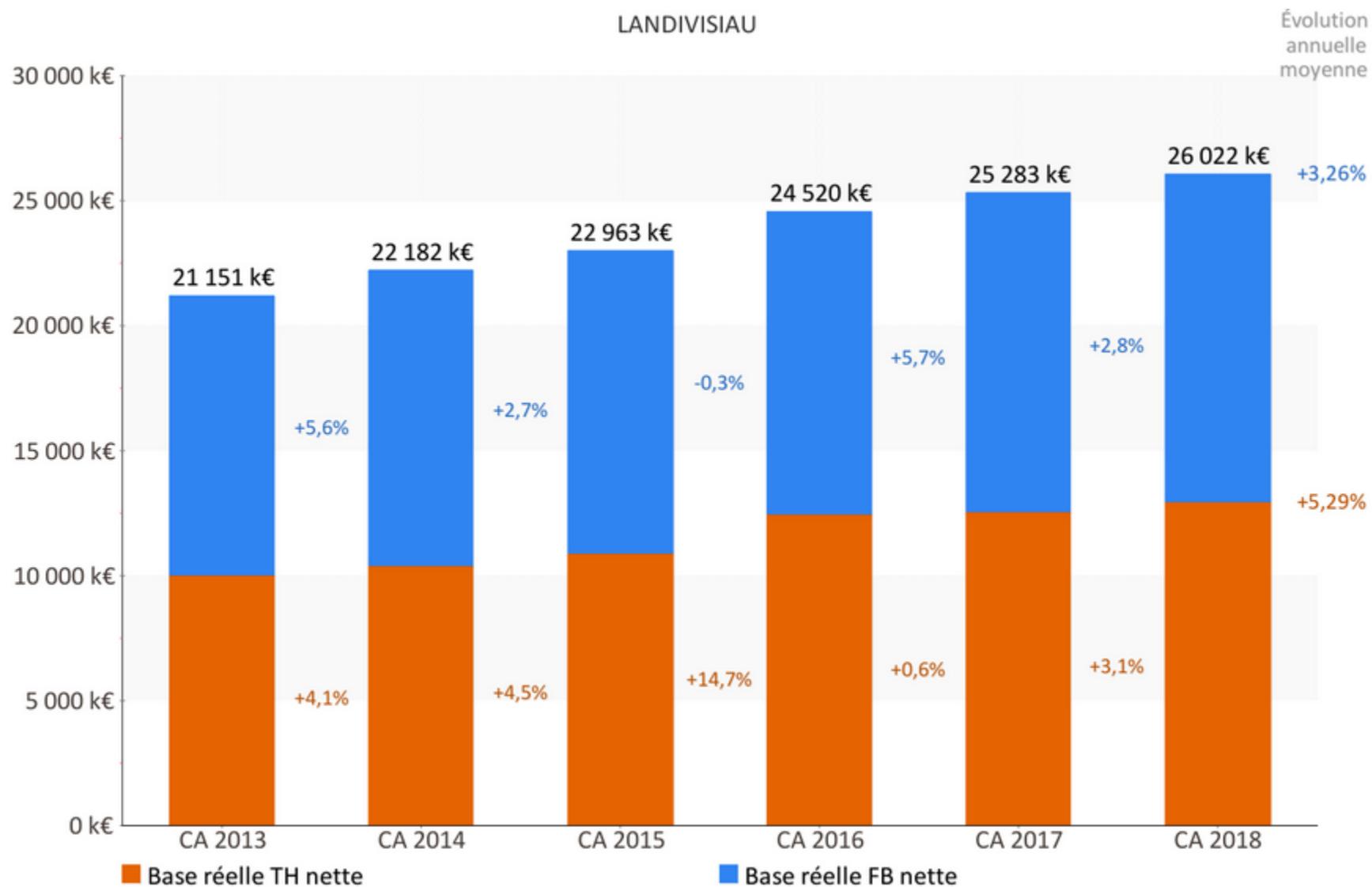
L'A.C. (reversement de fiscalité par la C.C.P.L.) reste stable. En revanche les produits de la fiscalité directe progressent de + 2,6 % sous l'effet de l'élargissement des bases d'imposition



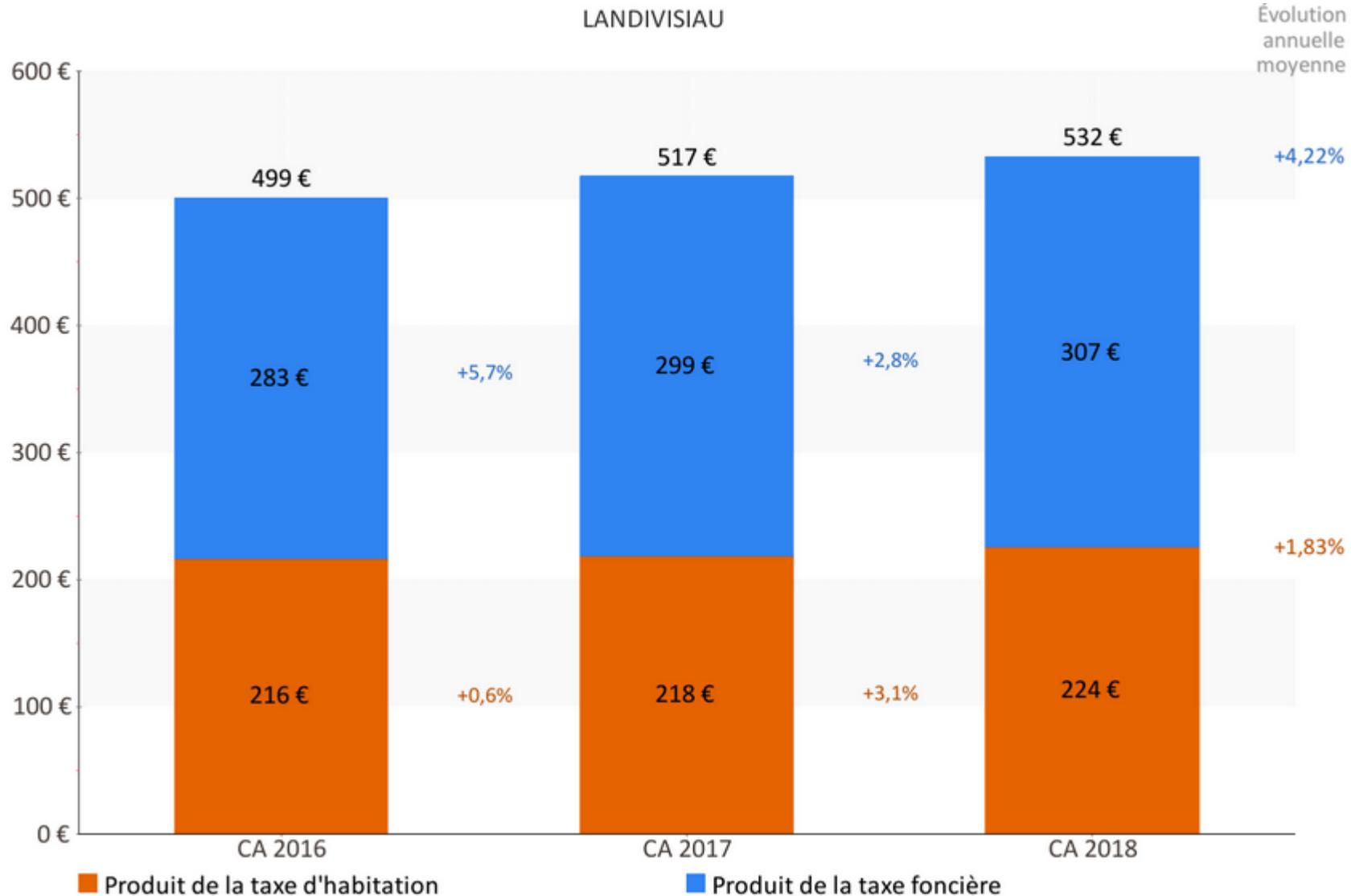
En 2018, le développement de l'urbanisation a permis une progression des bases fiscales de + 739 K€ soit une hausse de + 3,1 % pour la base T.H. et de + 2,8 % pour la base T.F.B.



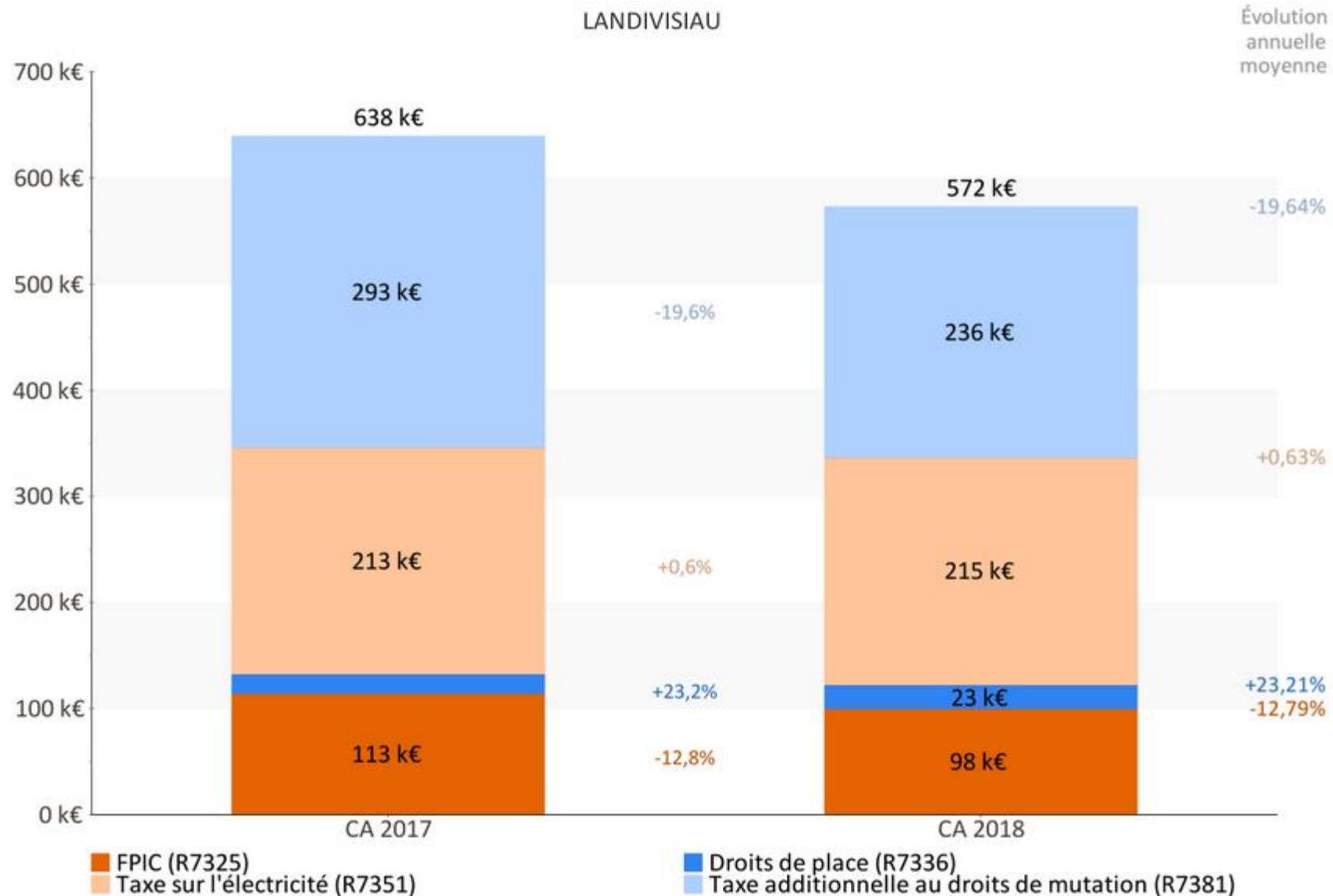
Durant la mandature, les bases T.H. et T.F.B. ont connu une évolution constante : + 4 871 K€ entre 2013 et 2018 soit + 5,3 % en moyenne annuelle pour la T.H. et + 3,2 % pour la T.F.B.



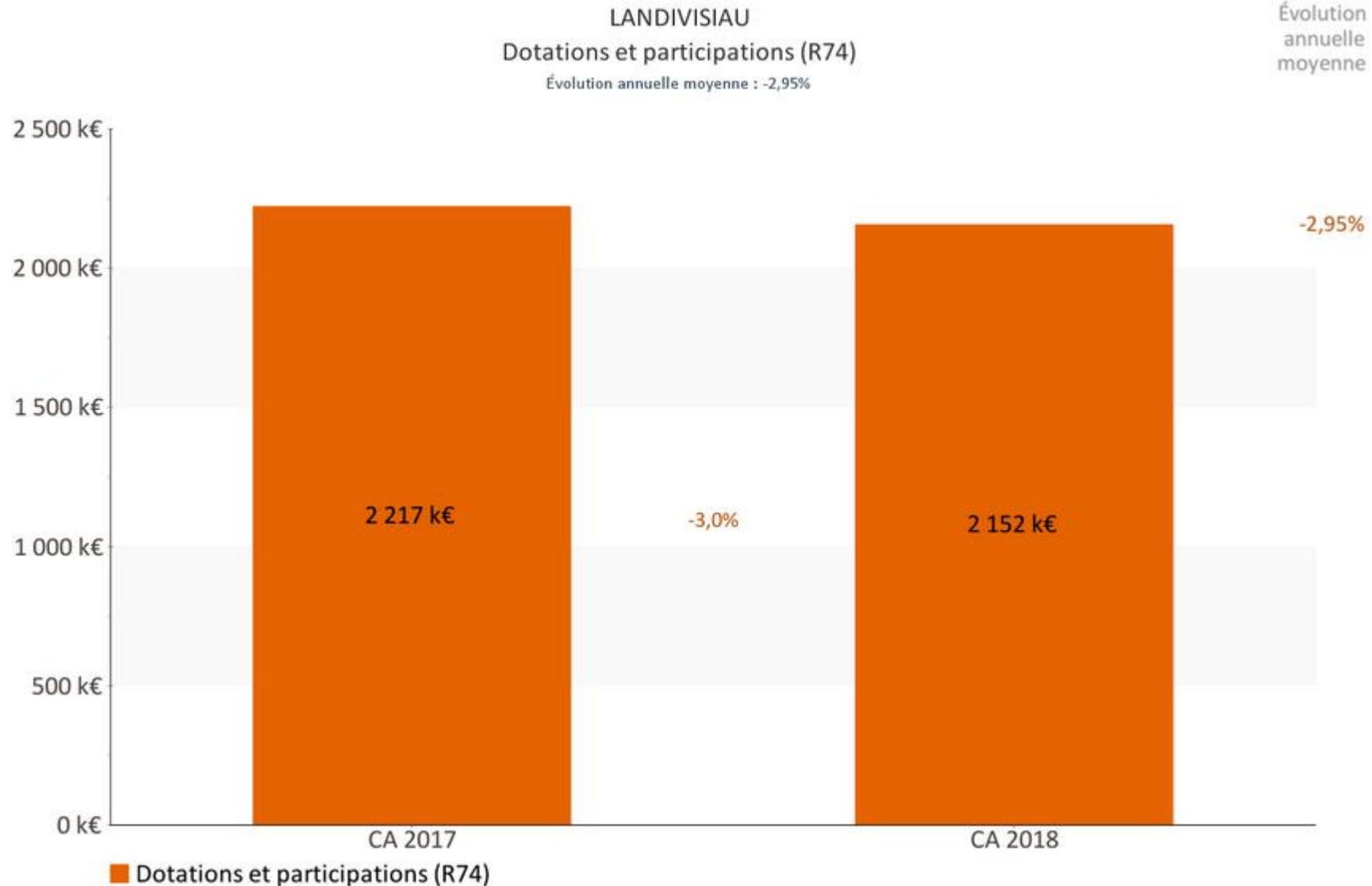
Avec le développement des activités économiques, la moyenne annuelle du produit de la T.F.B. par habitant (+ 4,2 %) progresse plus rapidement que celle de la T.H. (+ 1,8 %)



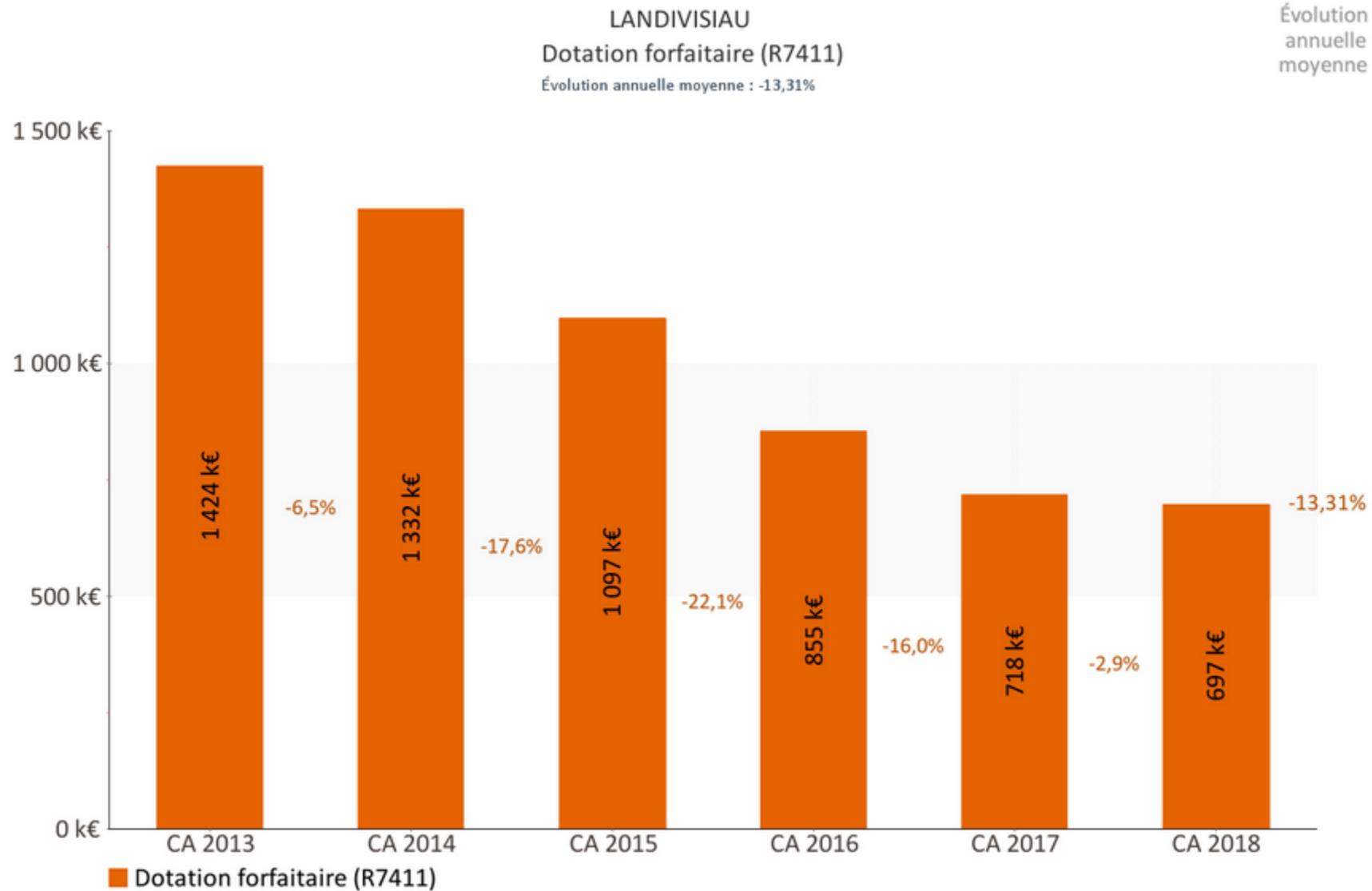
Les principaux autres impôts et taxes produits enregistrent une baisse de 66 K€ : taxe additionnelle aux droits de mutation (- 57 K€), réduction du F.P.I.C. décidée par la C.C.P.L. (- 15 K€)



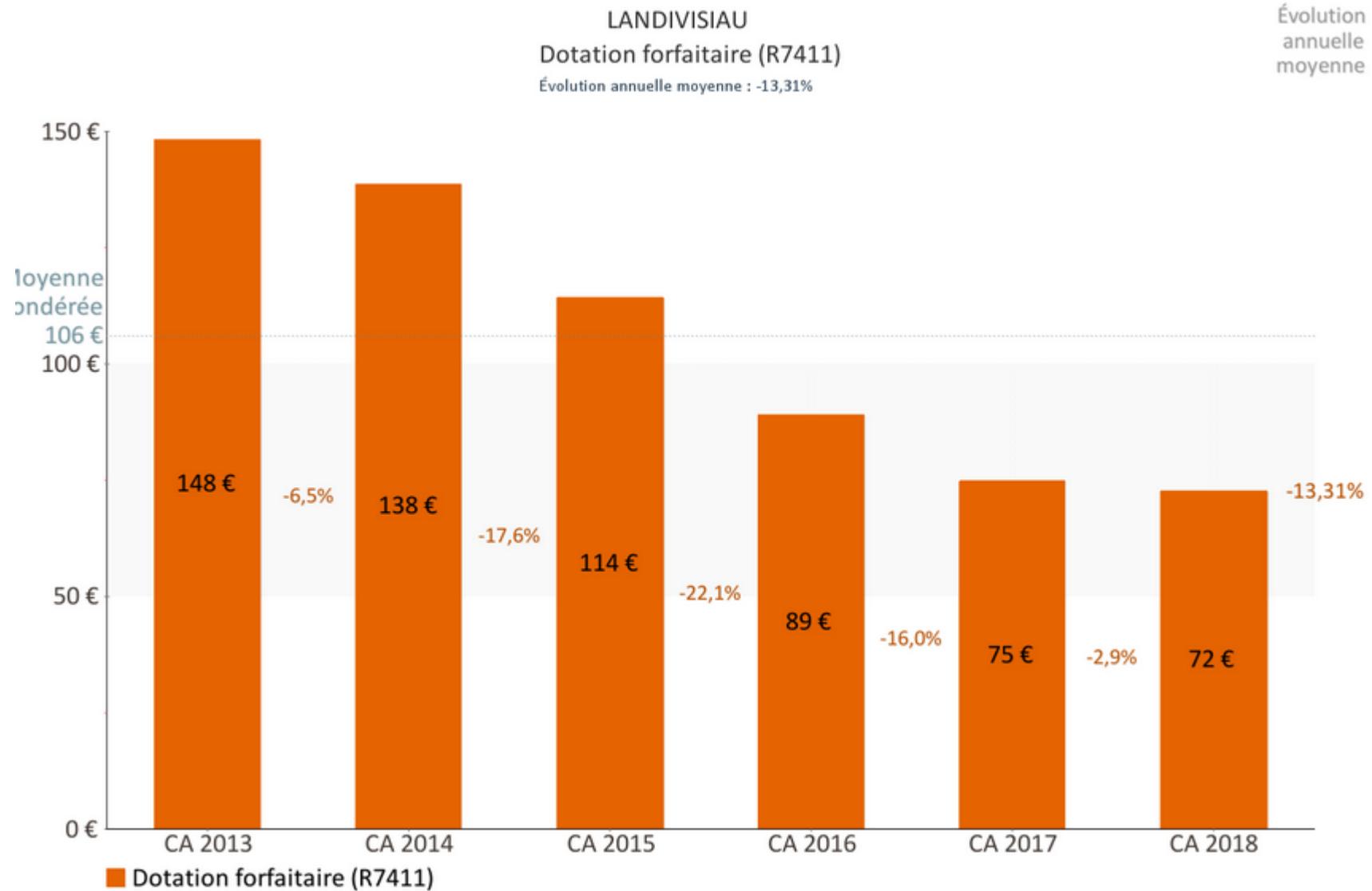
Les dotations et participations continuent de se réduire pour s'établir en 2018 à 2 152 K€ : - 65 K€ par rapport à 2017 soit une baisse de - 3 %



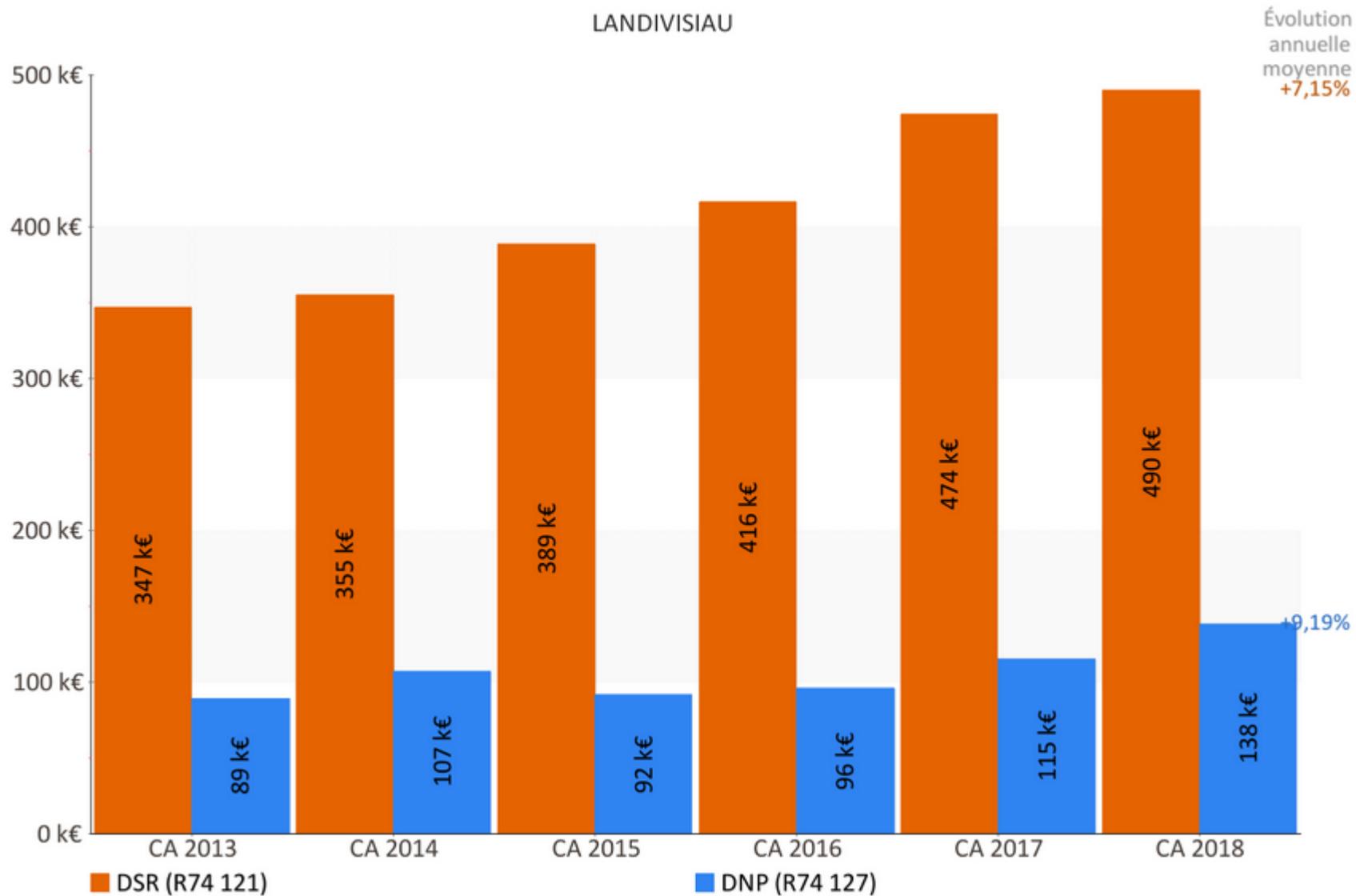
Entre 2013 et 2018, la dotation forfaitaire destinée à financer les compétences transférées par l'Etat à la commune a enregistré une baisse de 727 K€ comme l'avait évalué le cabinet K.P.M.G.



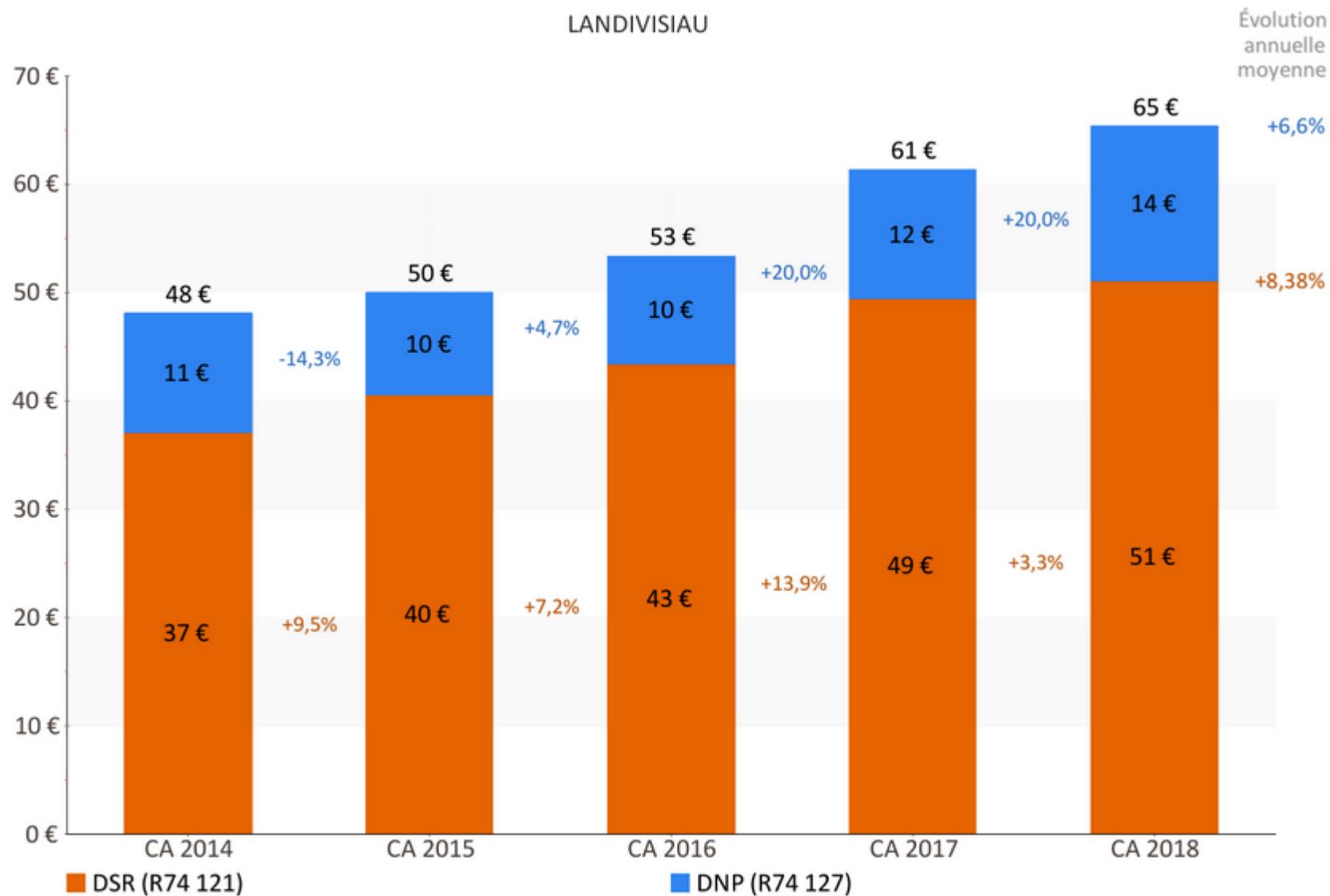
La dotation forfaitaire de l'Etat s'est ainsi progressivement réduite de 148 € par habitant* en 2013 à seulement 72 € par habitant en 2018 (* population D.G.F.)



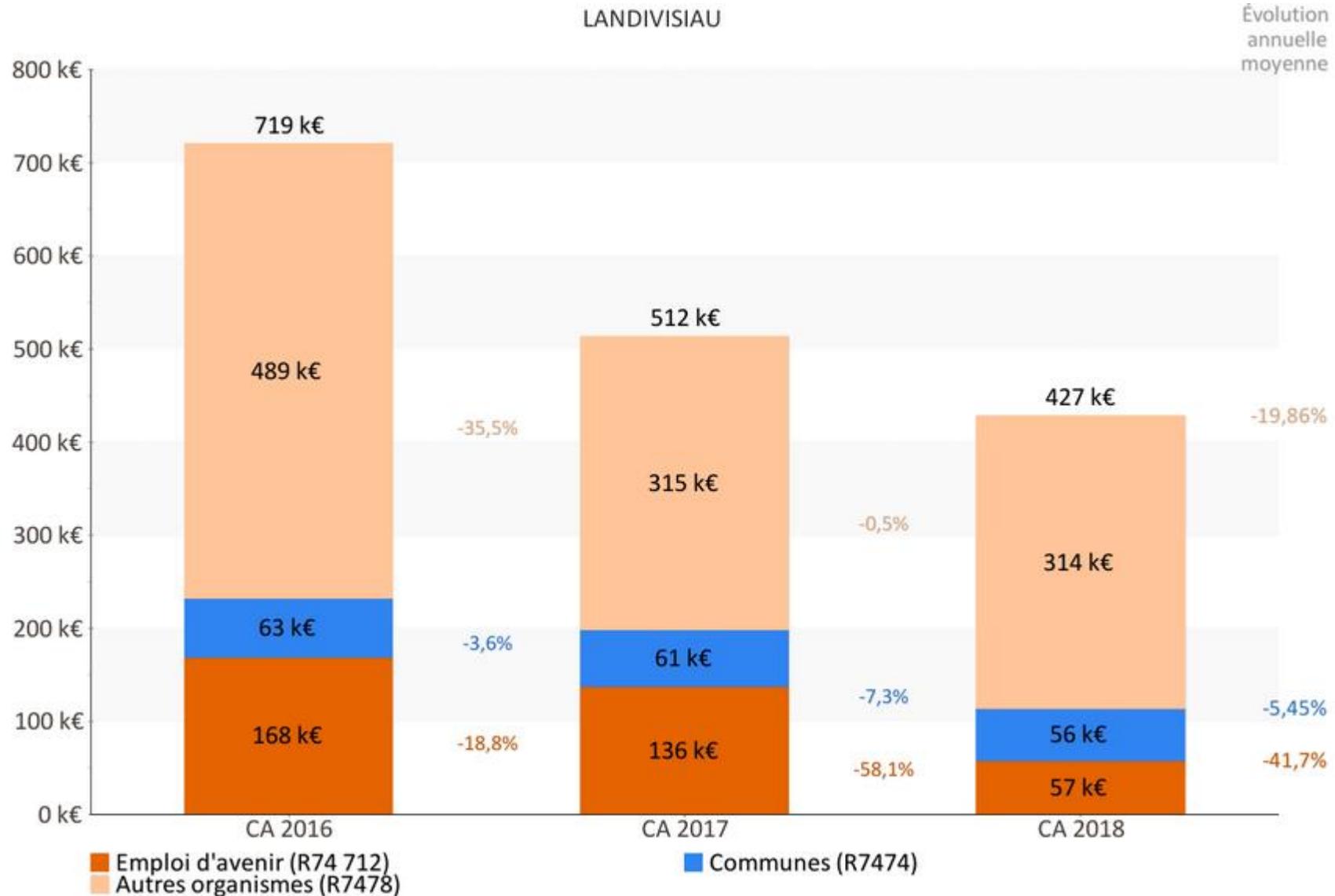
En revanche les mécanismes de péréquation nationale (D.N.P. et D.S.R.) ont globalement avantageé la commune : + 192 K€ sur la période (+ 39 K€ entre 2017 et 2018)



La Dotation Nationale de Péréquation (D.N.P.) et la Dotation de Solidarité Rurale (D.S.R.) passent ainsi de 48 € par habitant en 2014 à 65 € par habitant en 2018

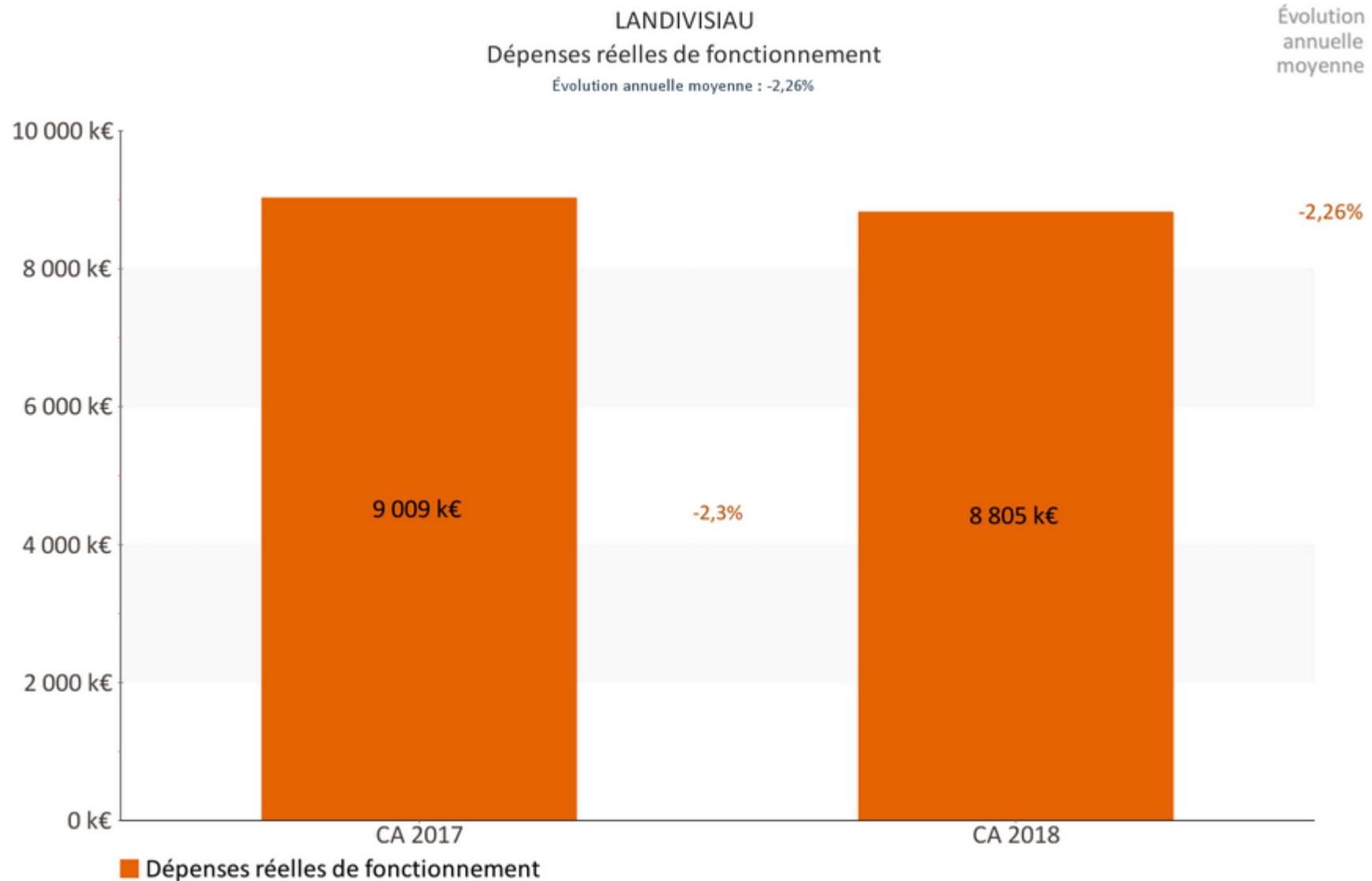


Depuis 2016, les produits des autres participations continuent de baisser : aides aux emplois d'avenir - 111 k€, participation C.A.F. – 175 K€, frais de scolarité communes extérieures – 7 K€

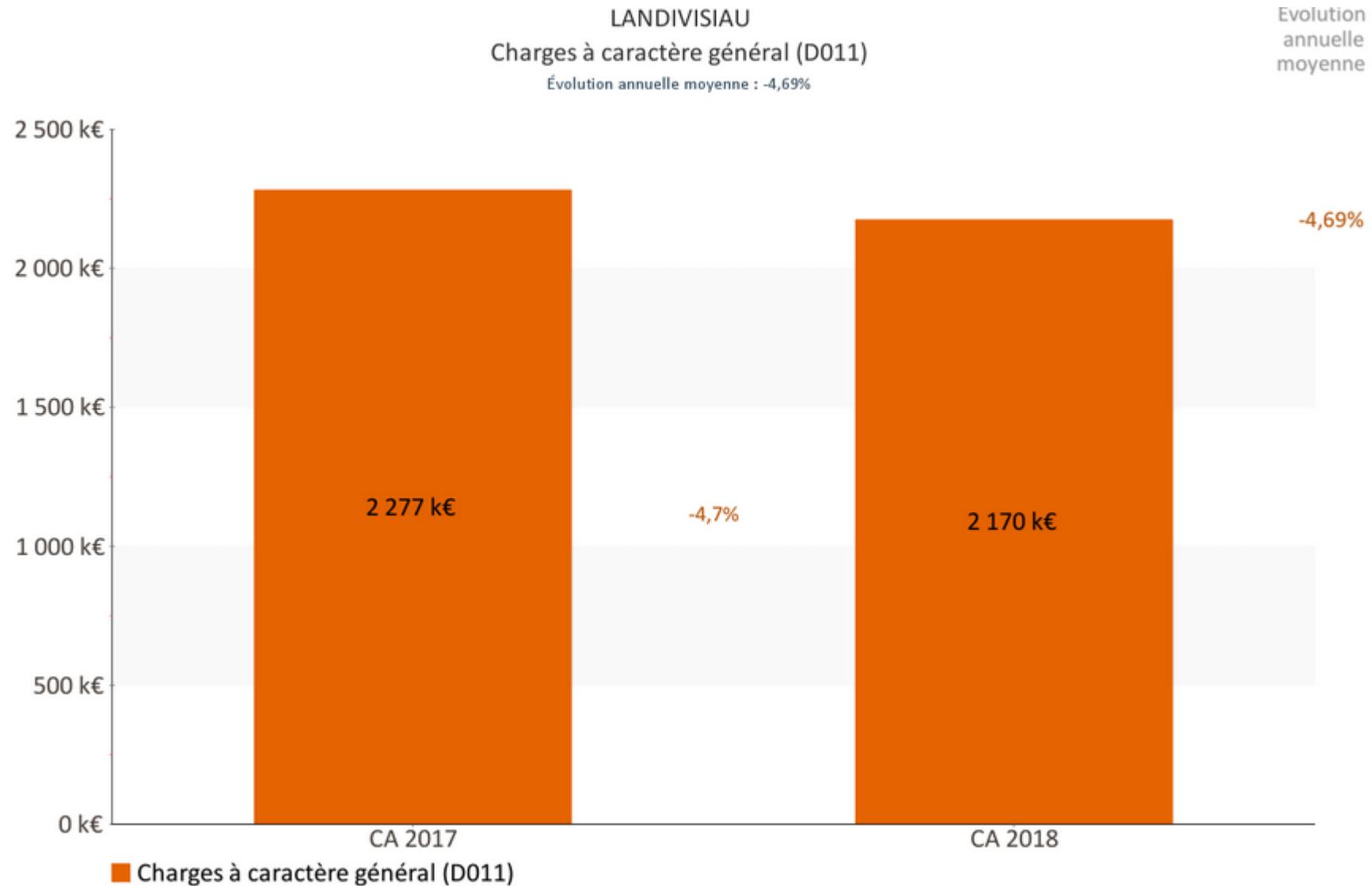


COMPTE ADMINISTRATIF 2018
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

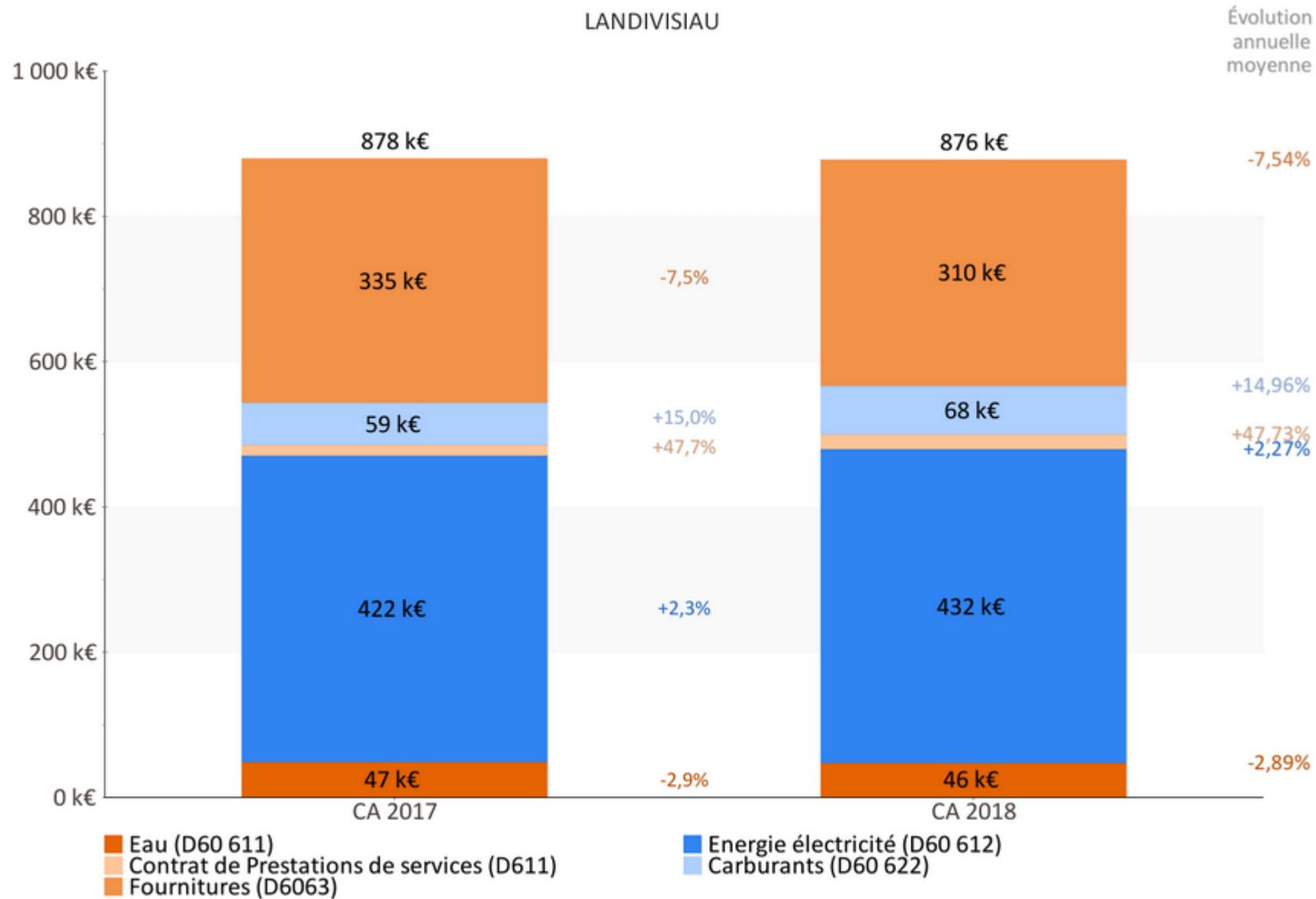
Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 8 805 K€ en baisse de - 2,3 % / 2017



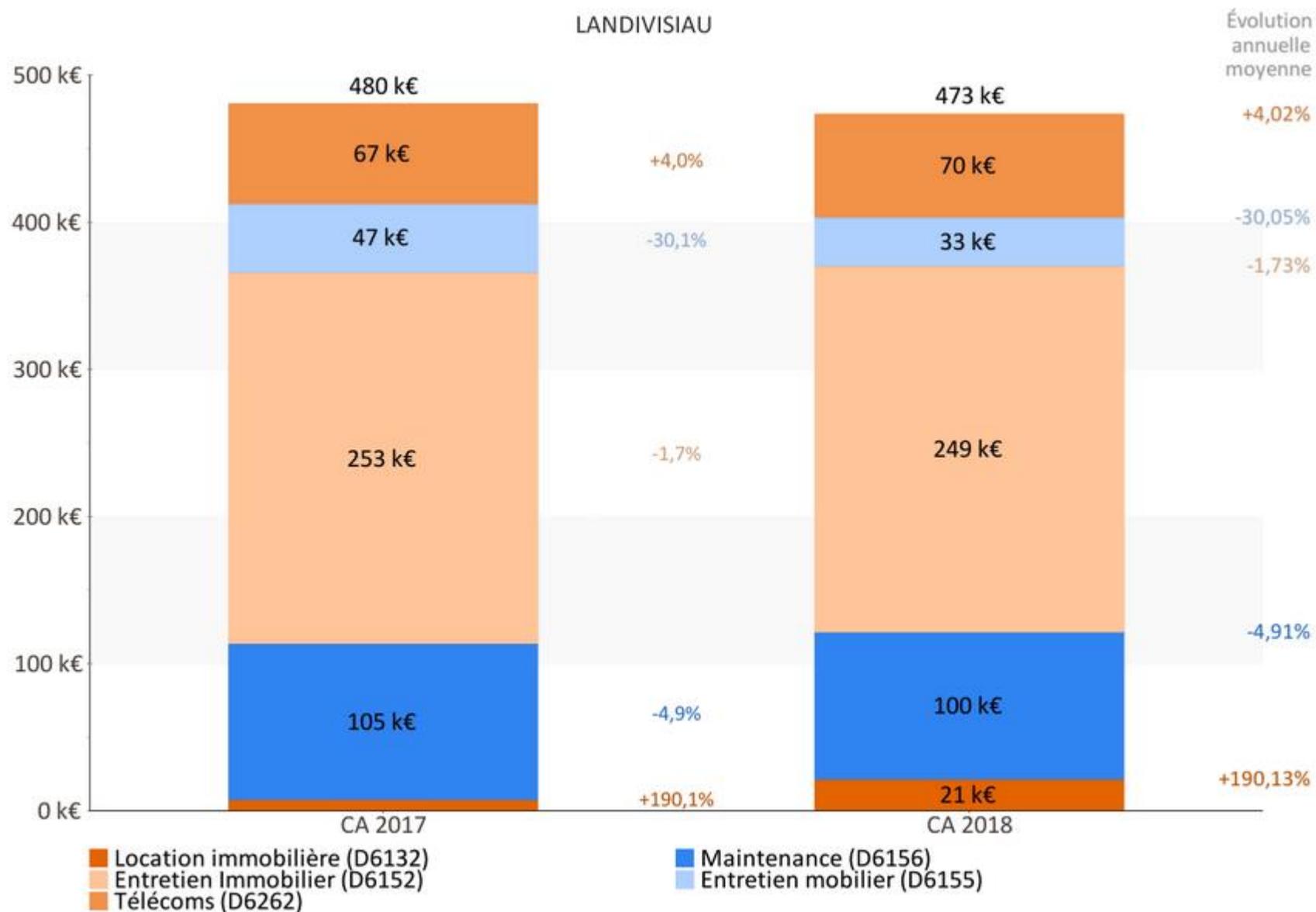
Les charges à caractère général baissent de - 4,7 % (- 107 K€) traduisant la bonne maîtrise des pratiques d'achats (225 € par hab. en 2018 contre 248 € pour la moyenne de la strate en 2017)



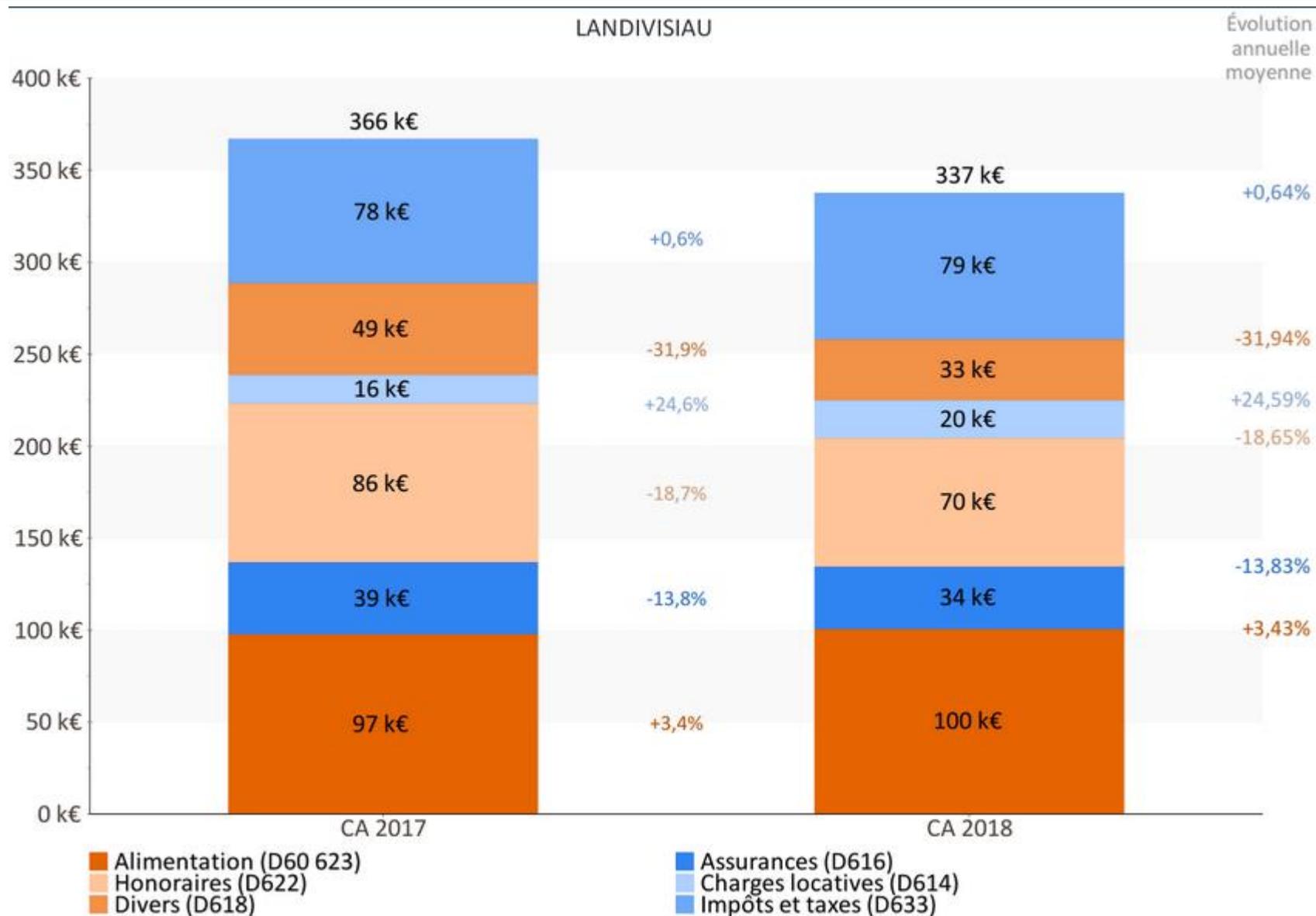
Malgré la hausse des prix, le niveau global des dépenses d'eau, de contrats de prestations de service, d'électricité et de carburants a été maintenu à son niveau de 2017



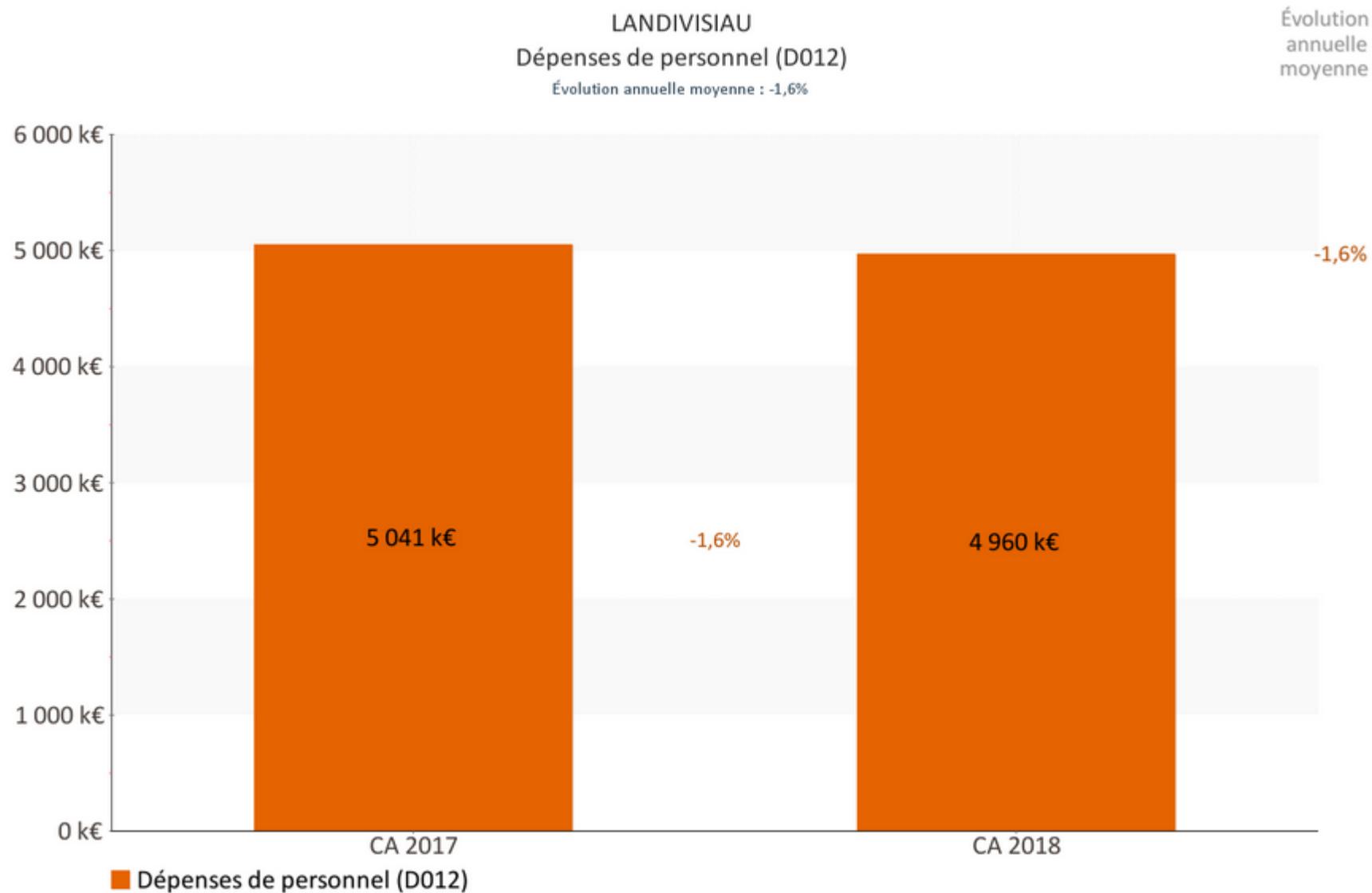
Le niveau des dépenses de location immobilière, d'entretien immobilier, de télécoms, de maintenance et d'entretien mobilier a été également maîtrisé (- 1,5 % / 2017)



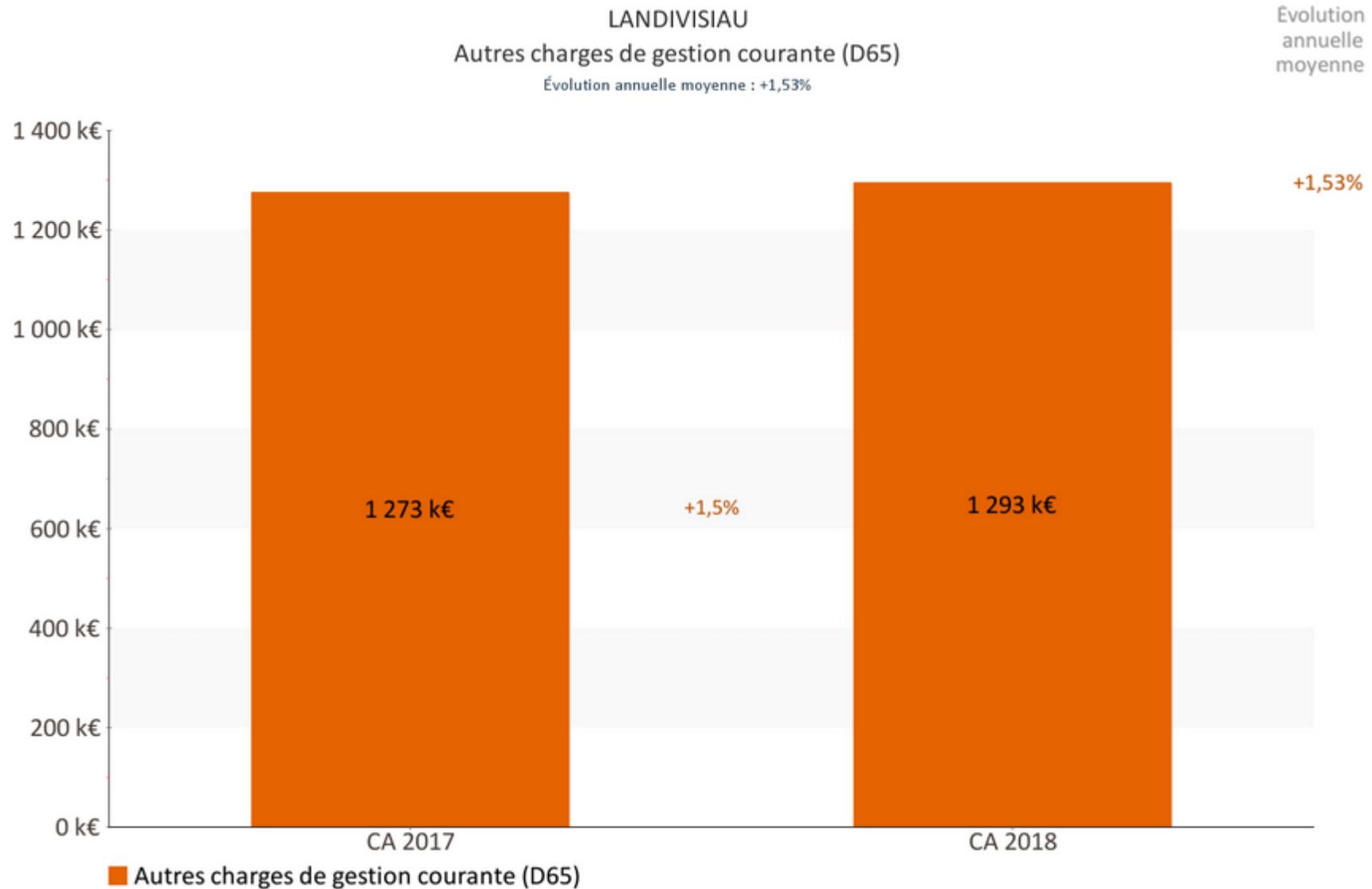
Les dépenses d'alimentation ont progressé de + 3,4 % mais les autres postes de dépenses ont été réduits de - 13,5 % (- 32 K€)



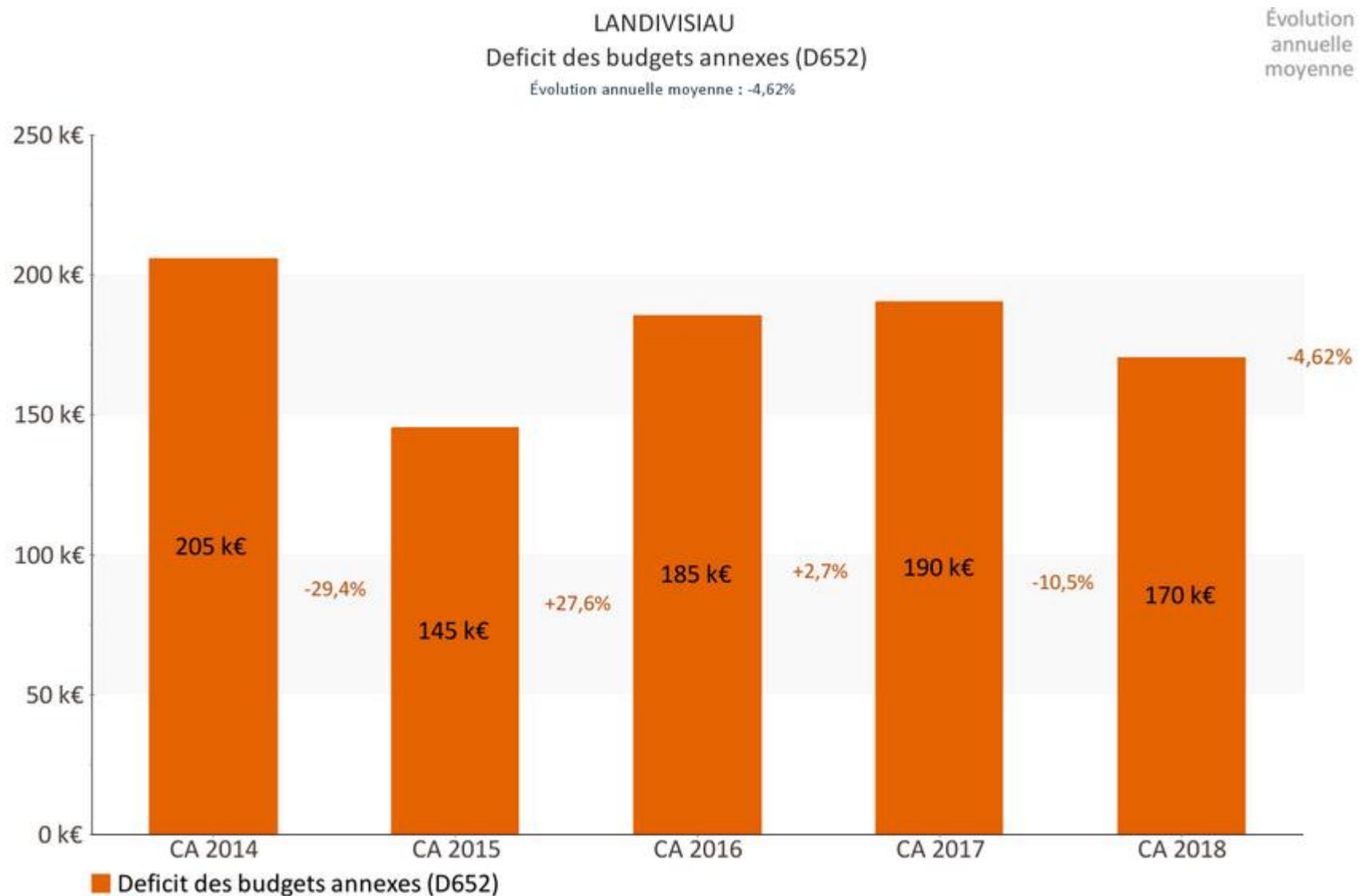
**Les dépenses de personnel ont bien été maîtrisées à 4 960 K€ en baisse de – 1,6 % / 2017
représentant 515 € par hab. en 2018 contre 536 € pour la moyenne de la strate en 2017**



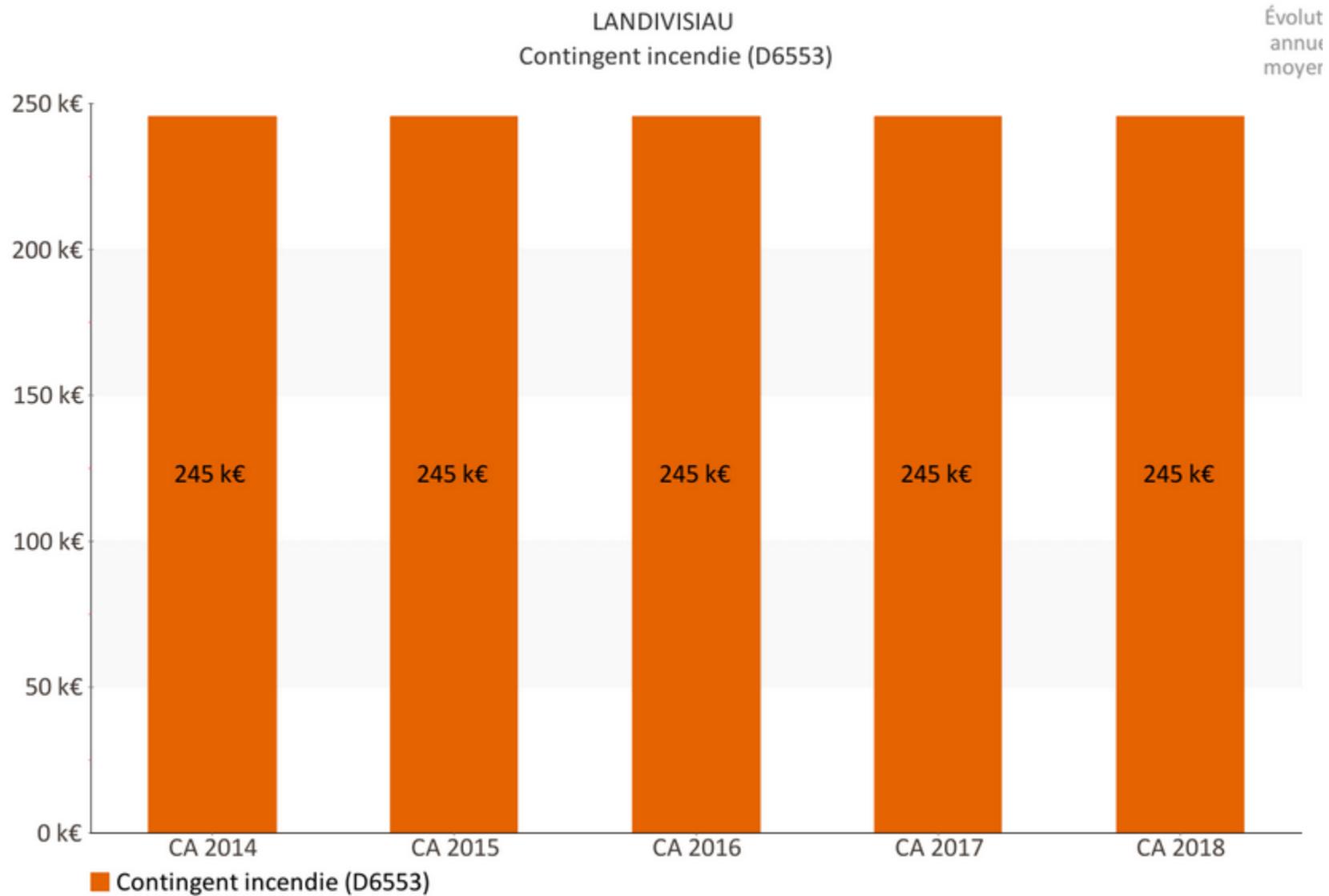
Les autres charges de gestion courantes se sont élevées à 1 293 K€ (+ 1,5 % / 2017)



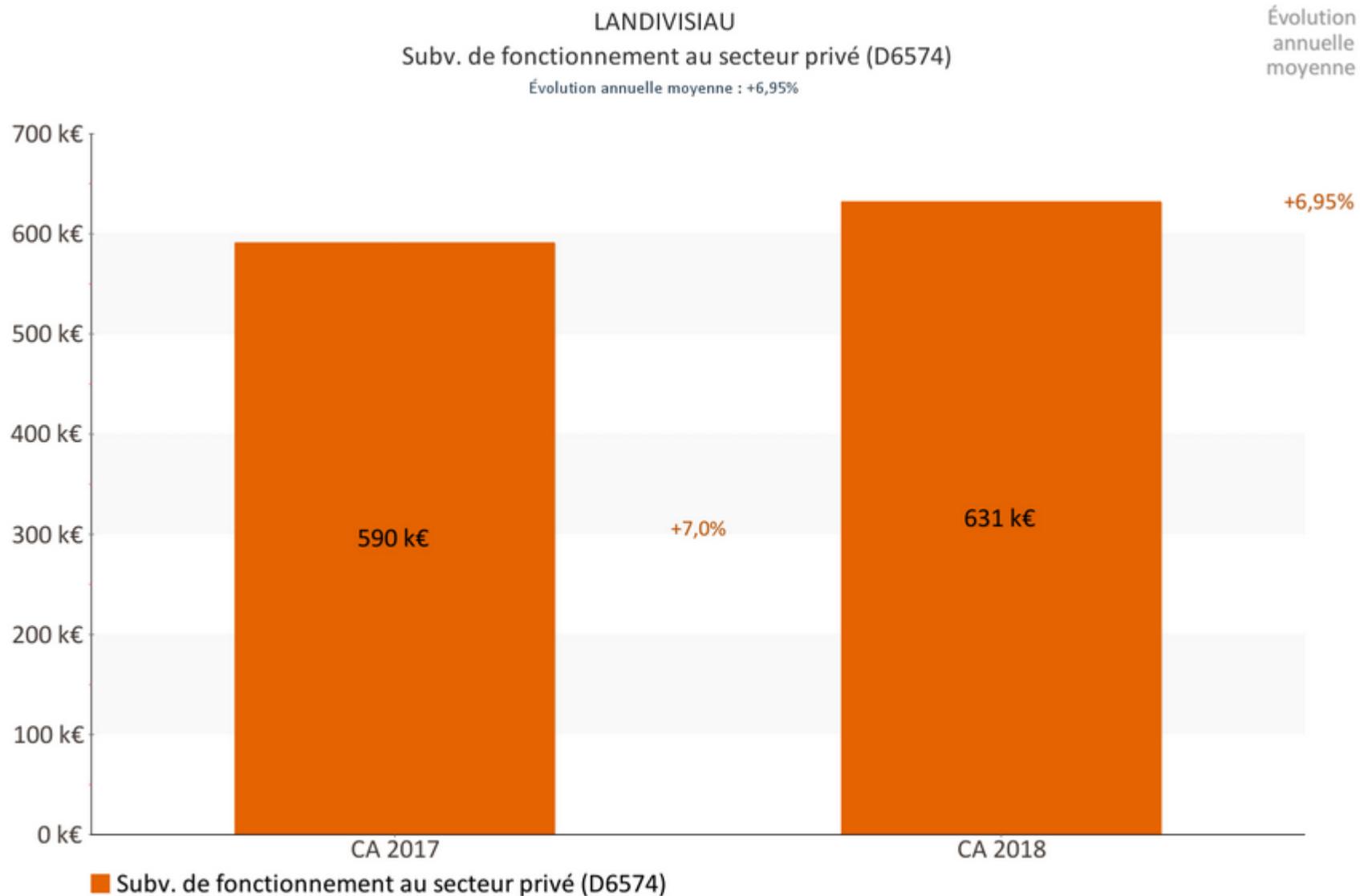
Le « déficit » des budgets annexes correspond à l'équilibre du budget annexe « Le Vallon » intégrant les spectacles vivants inscrits à la programmation culturelle de la ville



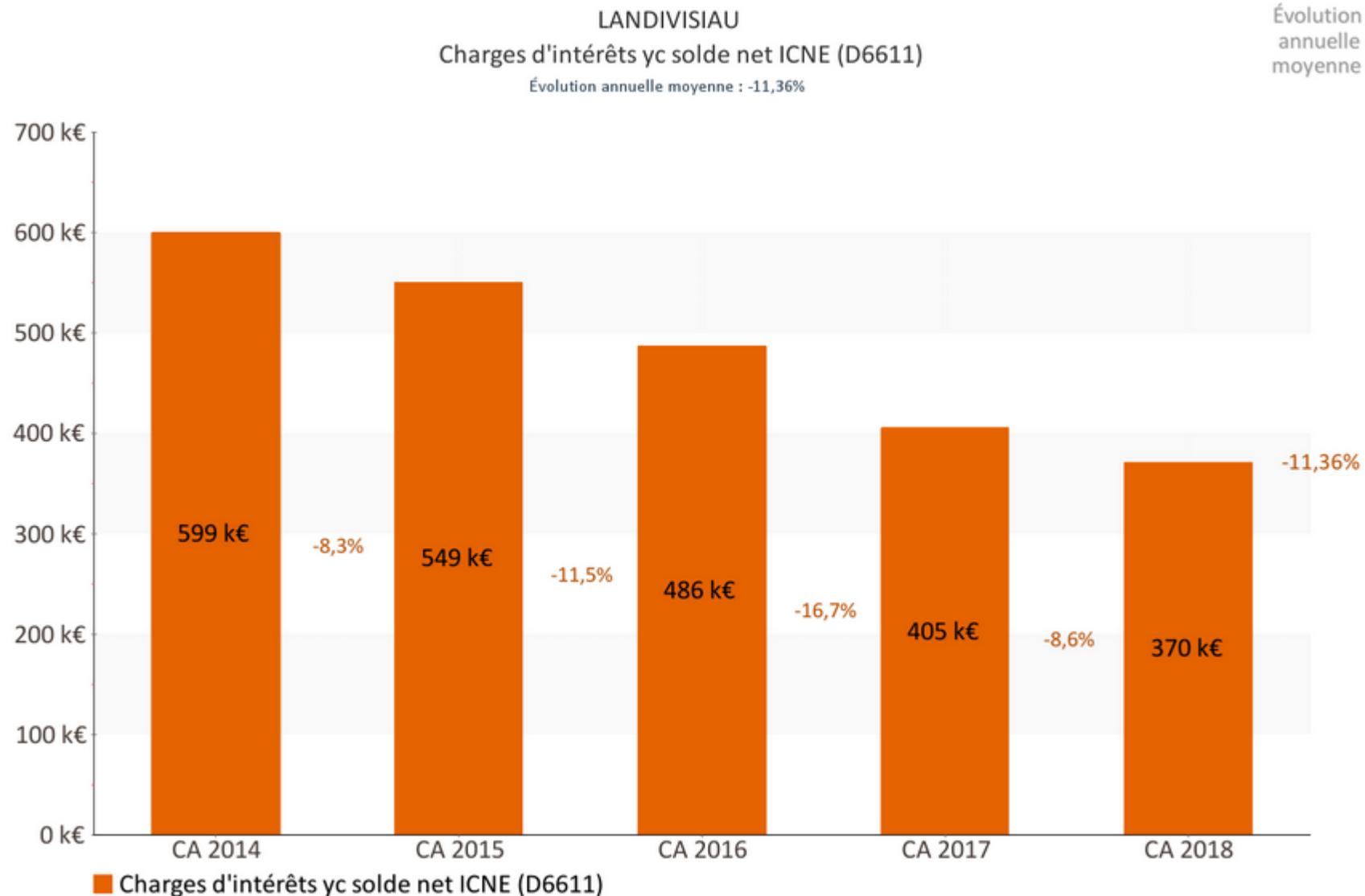
Depuis 5 années consécutives, l'appel de la participation financière pour couvrir les charges de fonctionnement du S.D.I.S. n'a pas augmenté



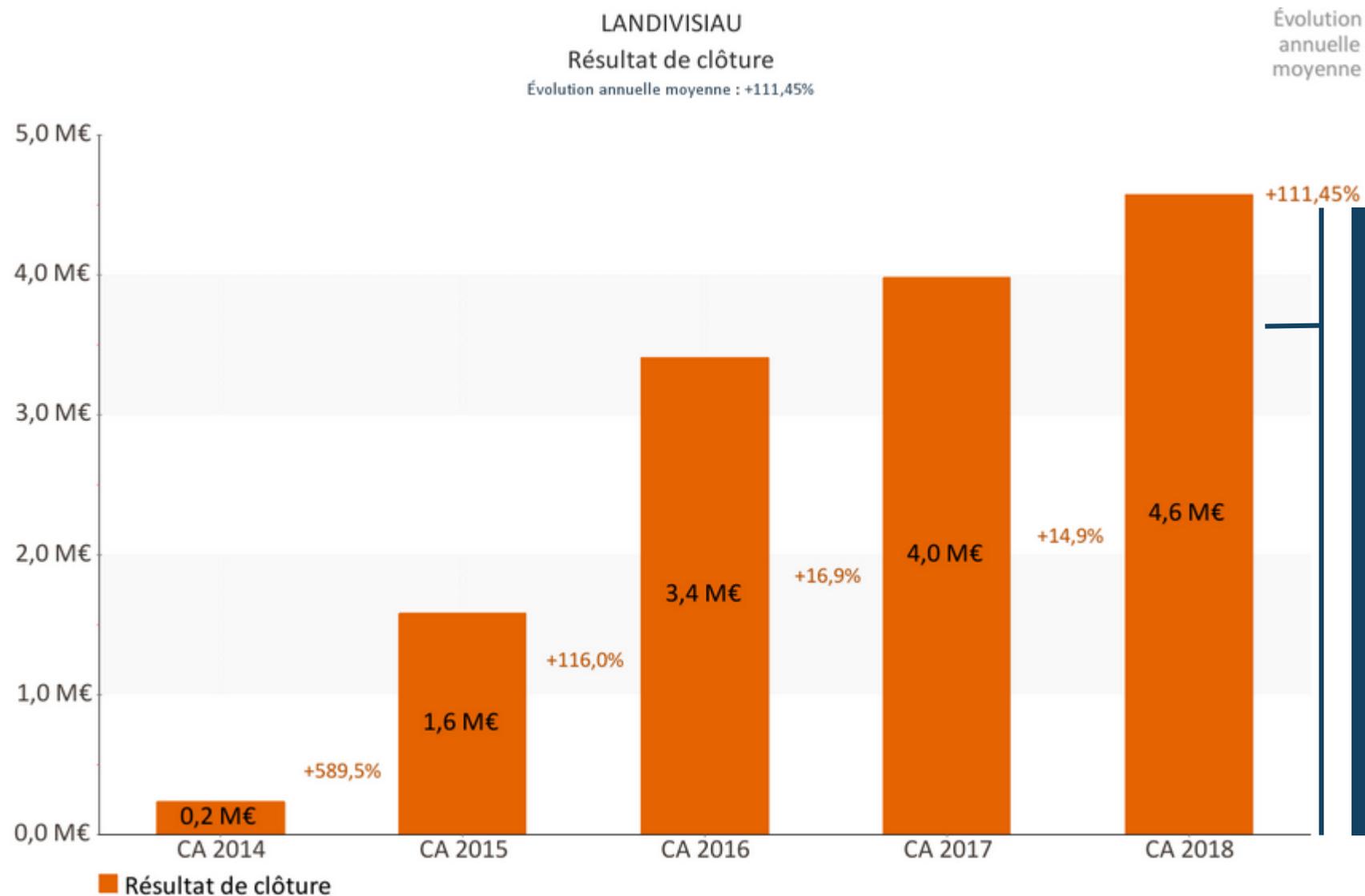
Entre 2017 et 2018, les subventions versées au titre du contrat d'association et aux différentes associations ont augmenté de 41 K€ (+ 7 %)



Entre 2013 et 2018, les charges financières se sont réduites de 229 K€, soit – 62 % sur la période et – 11 % en moyenne annuelle. En 2018, la charge d'intérêt représente 38 € par habitant

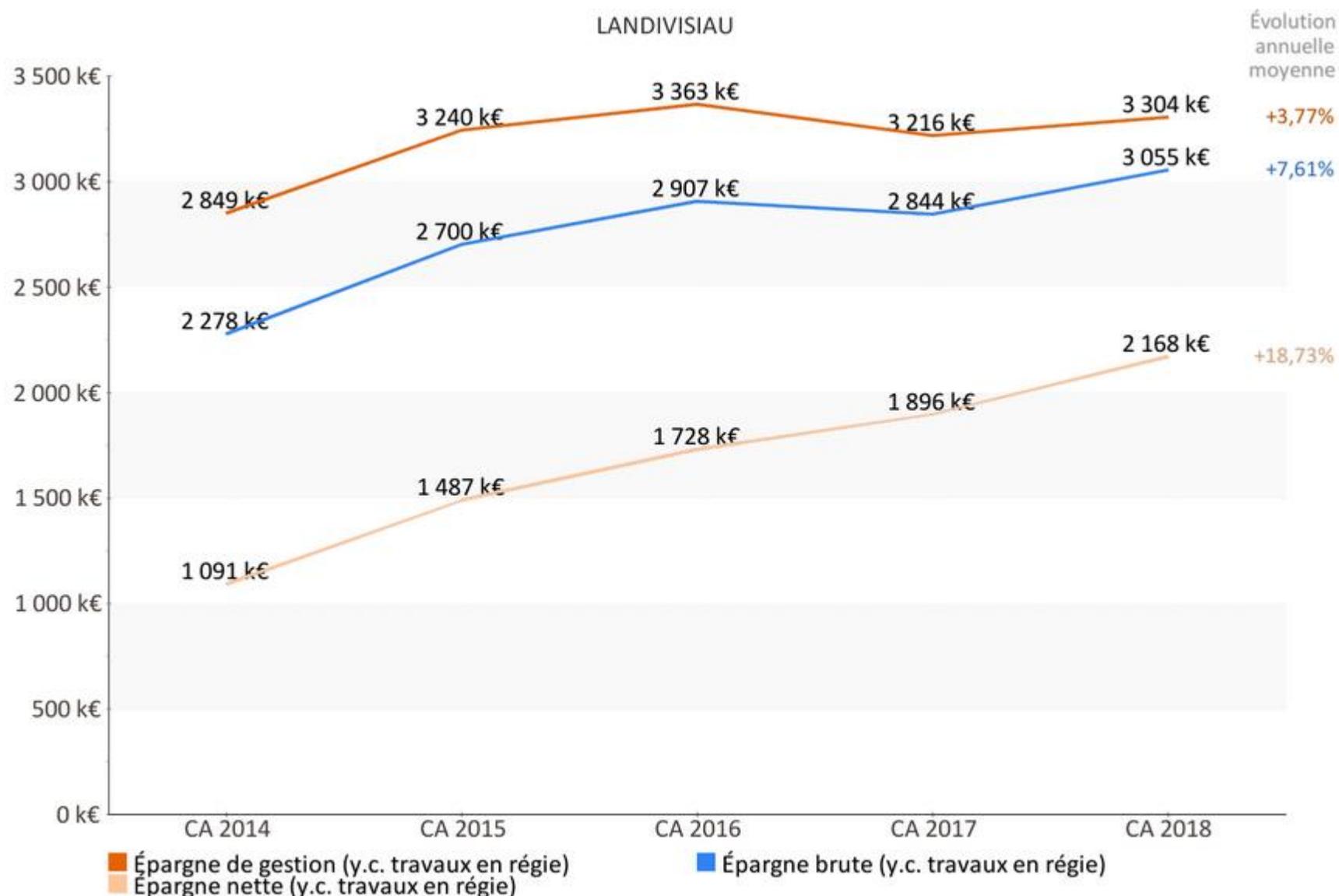


Depuis 2014, les éléments de stratégie rappelés dans le R.O.B. ont permis de consolider les résultats de clôture fortement fragilisés en 2014 par la baisse brutale de la D.G.F.

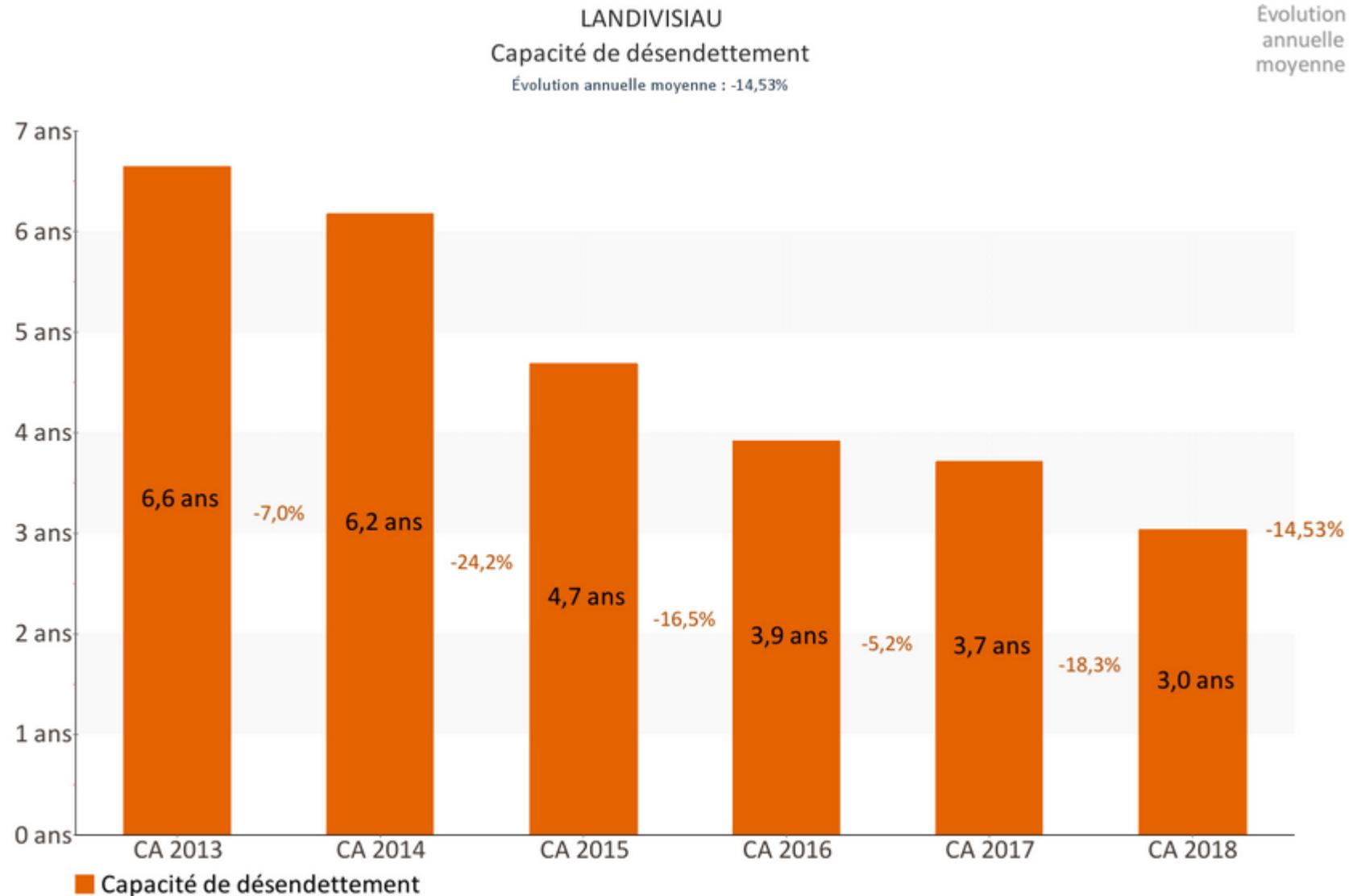


Résultats cumulés de clôture de la section de fonctionnement et de la section d'investissement

Comme indiqué dans le R.O.B., la trajectoire des grands équilibres financiers a été totalement restaurée avec un doublement de la capacité d'autofinancement net sur la période



En 2018, la capacité de désendettement de la ville a été ramenée à seulement 3 ans contre près de 7 ans en 2013, loin du seuil de prudence fixé de 11 à 13 ans pour les communes de la strate



COMPTE ADMINISTRATIF 2018

B.P. + D.M.

INVESTISSEMENT

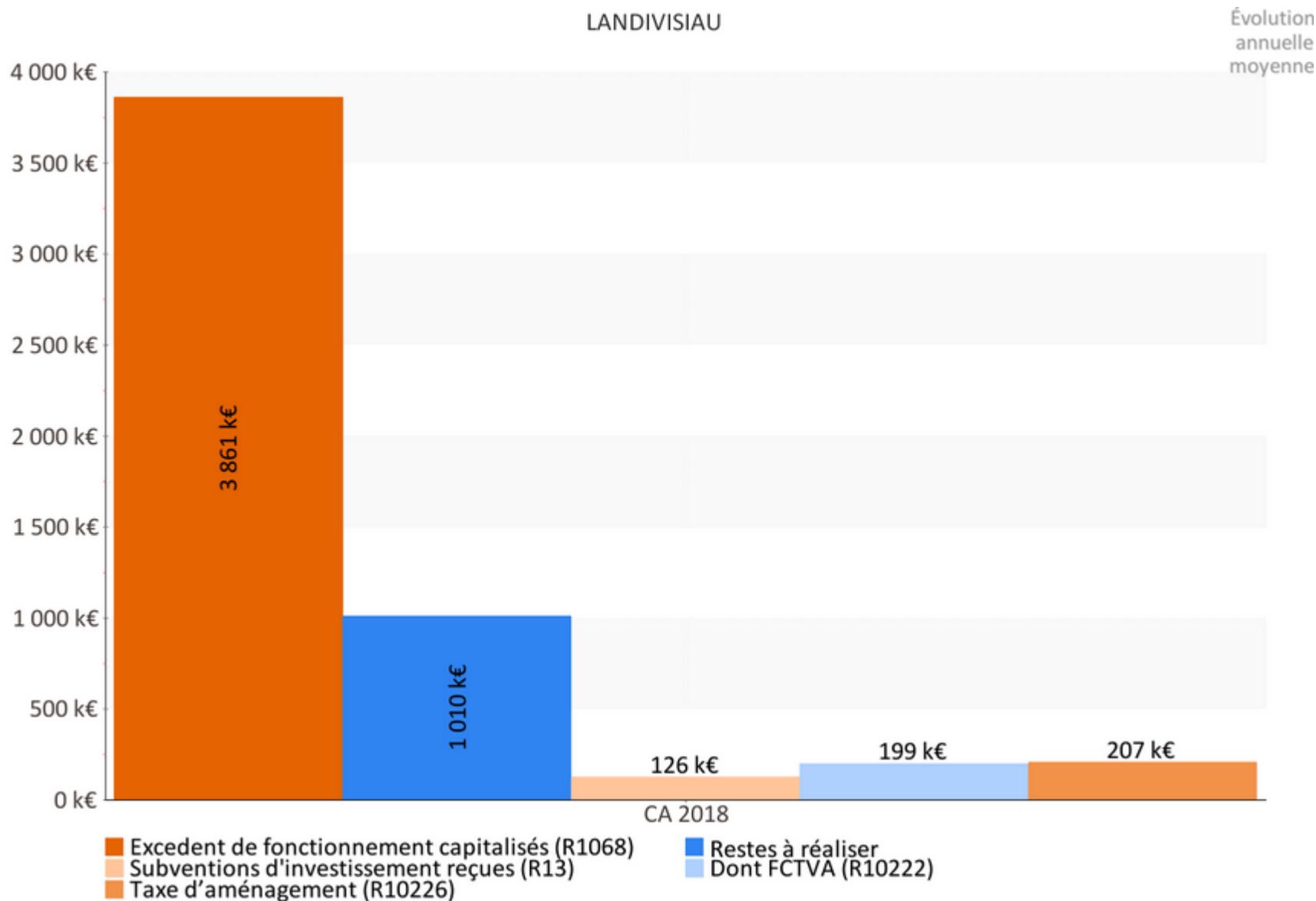
RECETTES REELLES : 4 398 401,17 € (avec R.A.R.)

Taux de réalisation : 100,8 %

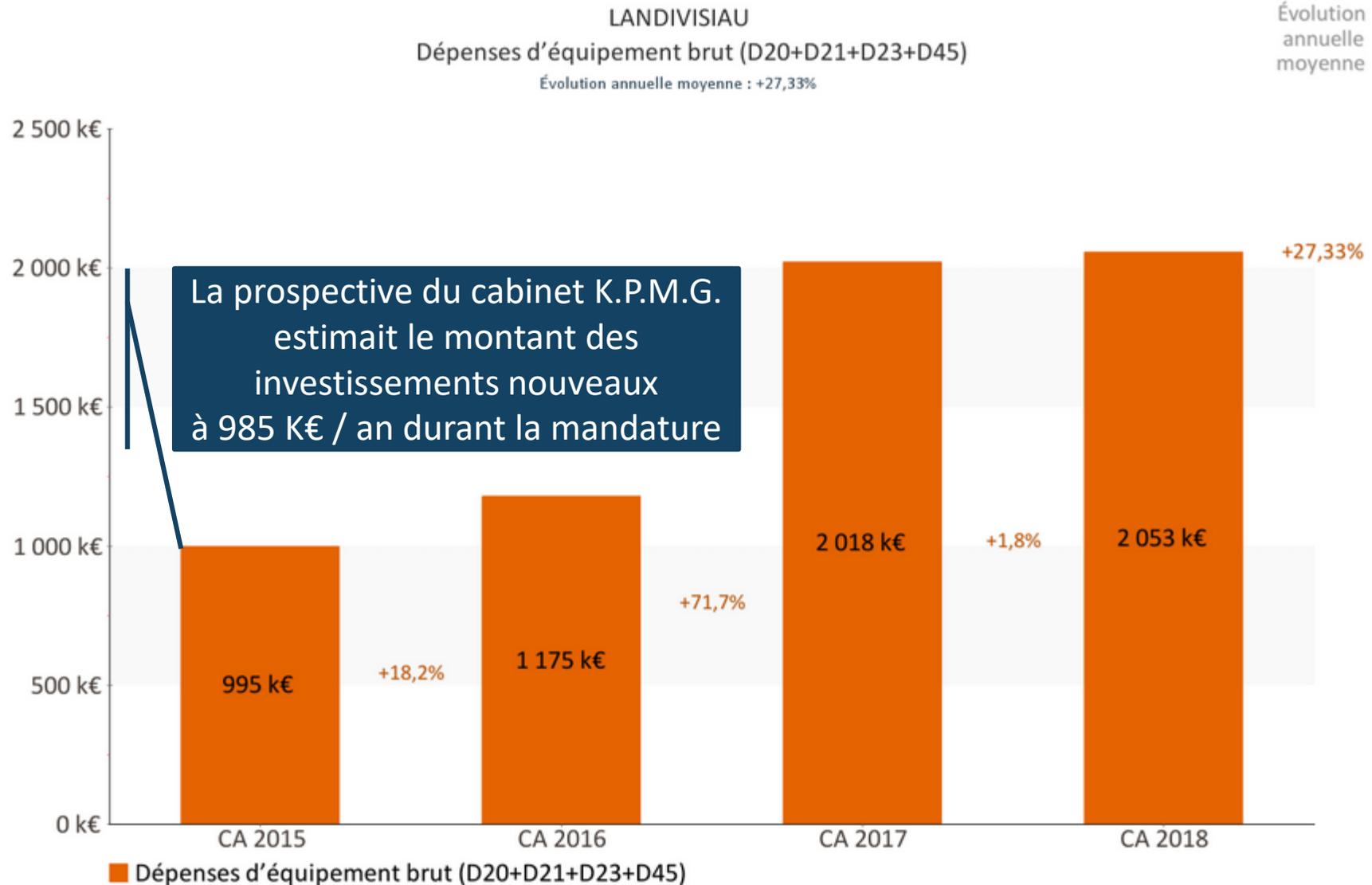
DEPENSES REELLES : 4 787 427,77 € (avec R.A.R.)

Taux de réalisation : 88,1 %

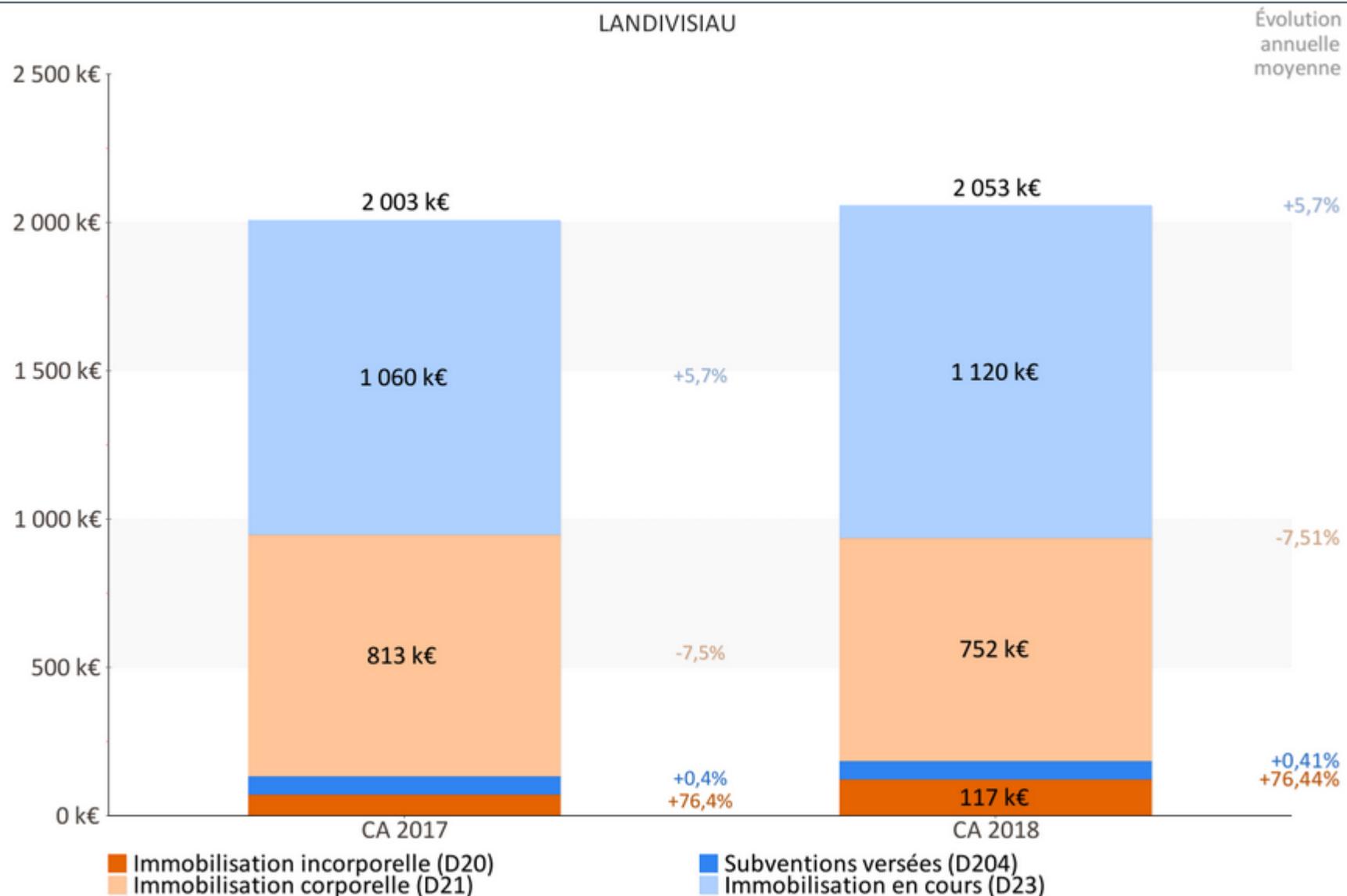
Hors opérations d'ordre, les recettes de l'année 2018 ont été principalement formées par l'excédent de fonctionnement capitalisé (3 861 K€), l'emprunt reporté en reste à réaliser (1 M€), les subventions d'investissement (126 K€), le F.C.T.V.A. (199 K€) et la taxe d'aménagement (207 k€)



Hors remboursement du capital emprunté, les dépenses d'équipement se sont élevées à 2 053 K€ (+ 1,6 % / 2017), soit 214 € par habitant contre 103 € par habitant en 2015



Les dépenses inscrites au P.P.I. et présentées dans le rapport d'activité ont été constituées par les immobilisations incorporelles (117 k€), la subvention d'équipement (64 K€), les immobilisations corporelles (752 K€) et les immobilisations en cours (1 120 K€)



Le détail des principales dépenses comptabilisées au compte 20 - immobilisations incorporelles - pour un montant de 116 796,22 € s'établit comme suit :

Chapitre 20	
Libellé	Montant
Vallée du Lopic	 11 145,00 €
Réhabilitation MLC	 61 833,35 €
Réhabilitation Résidence Mangin	 21 196,70 €
Réhabilitation salle de Kerzourat	 4 776,00 €
Renouvellement videoprotection	 10 440,00 €
Parc informatique	 5 859,14 €
Annonces	 1 546,03 €
TOTAL	116 796,22 €

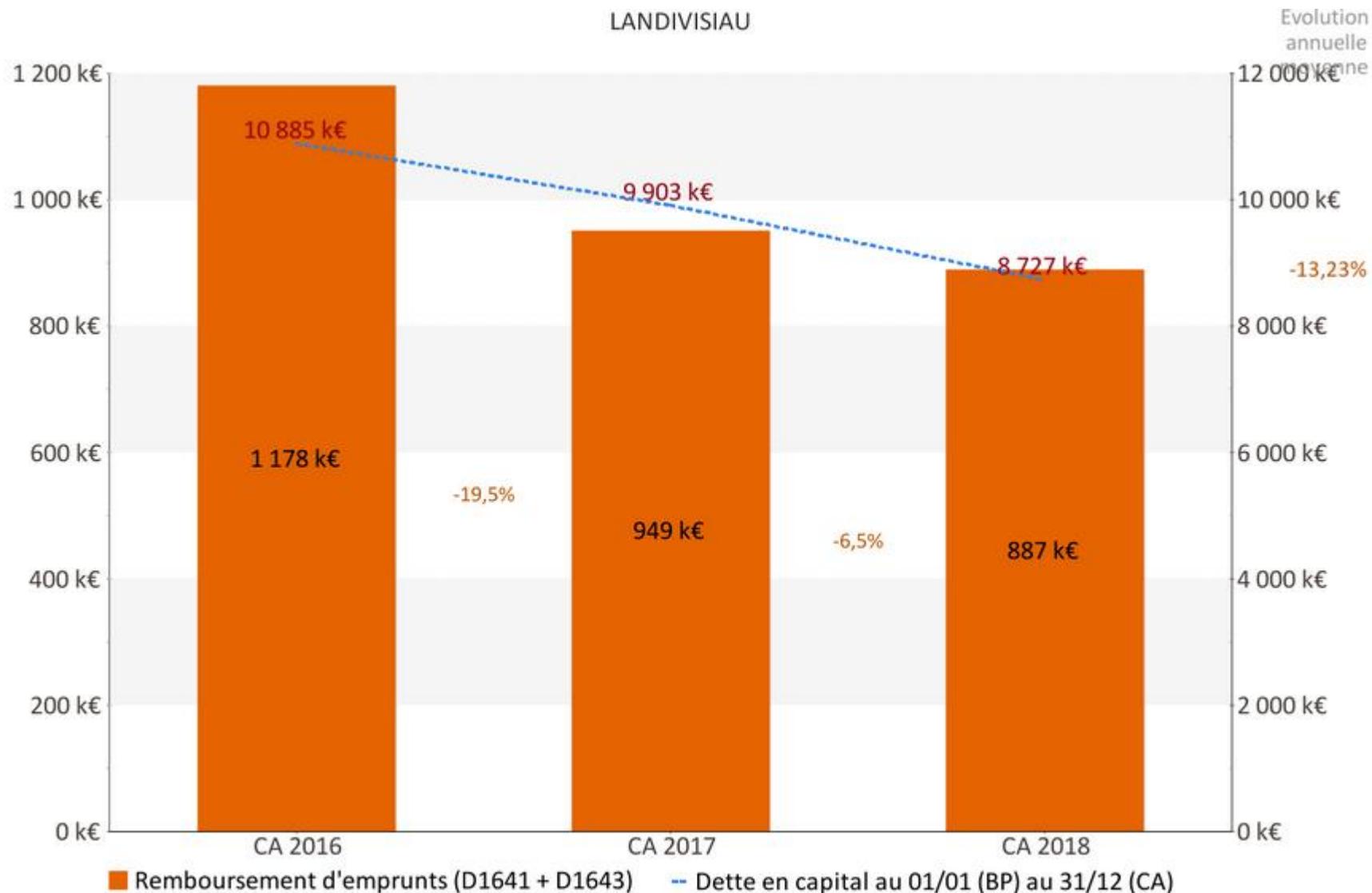
Le détail des principales dépenses comptabilisées compte 21 - immobilisations corporelles – pour un montant de 751 643,80 € s'établit comme suit :

Chapitre 21	
Libellé	Montant
Vallée du Lopic	177 461,74 €
Quartier Ty Guen	36 693,00 €
Local Banque Alimentaire	49 908,99 €
Réhabilitation Résidence Mangin	27 646,29 €
Equipement des écoles	9 762,09 €
Achat photocopieurs	10 135,72 €
Renouvellement véhicules	39 536,24 €
Réseaux, éclairage et illuminations de Noël	244 927,79 €
Parc informatique	26 842,65 €
Fleurissement et plantations	13 635,72 €
Opérations diverses	115 093,57 €
TOTAL	751 643,80 €

Le détail des principales dépenses comptabilisées du compte 23 - immobilisations en cours – pour un montant de 1 120 345,94 € s'établit comme suit :

Chapitre 23		
Libellé		Montant
Programme voirie 2018		679 479,34 €
Vallée du Lopic		200 180,56 €
Quartier Ty Guen		49 521,60 €
Réhabilitation MLC		145 202,15 €
Hôtel de Ville		26 872,20 €
Chemin endurance		13 200,00 €
Opérations diverses		5 890,09 €
TOTAL		1 120 345,94 €

Le remboursement du capital s'est élevé à 887 K€ (- 6,5 % / 2017). Porté à 8 727 K€, l'encours de la dette représente 907 € / habitant en 2018 pour une moyenne de la strate à 849 € en 2017



Conformément au plan de mandature, la trajectoire du désendettement de la commune a été respectée : l'encours de la dette par habitant a diminué de 67 % entre 2013 et 2018

